



Conseil de sécurité

Cinquante-huitième année

Provisoire

4748^e séance

Mercredi 30 avril 2003, à 10 heures
New York

<i>Président :</i>	M. Aguilar Zinser	(Mexique)
<i>Membres :</i>	Allemagne	M. Pleuger
	Angola	M. Gaspar Martins
	Bulgarie	M. Tafrov
	Cameroun	M. Belinga-Eboutou
	Chili	M. Valdés
	Chine	M. Wang Yingfan
	Espagne	M. Arias
	États-Unis d'Amérique	M. Williamson
	Fédération de Russie	M. Lavrov
	France	M. de La Sablière
	Guinée	M. Boubacar Diallo
	Pakistan	M. Khalid
	République arabe syrienne	M. Wehbe
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Jeremy Greenstock

Ordre du jour

Débat de synthèse sur les travaux du Conseil de sécurité pendant le mois en cours

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.



La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Débat de synthèse sur les travaux du Conseil de sécurité pendant le mois en cours

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, et avec l'assentiment du Conseil, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, du Brésil, du Canada, de l'Égypte, de la Géorgie, de la Grèce, de l'Indonésie et du Japon à participer au débat, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Kumalo (Afrique du Sud), M. Sardenberg (Brésil), M. Heinbecker (Canada), M. Aboul Gheit (Égypte), M. Adamia (Géorgie), M. Vassilakis (Grèce), M. Hidayat (Indonésie) et M. Haraguchi (Japon) occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter au titre de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire S. E. M. Jan Kavan, Président de l'Assemblée générale.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite M. Kavan à prendre place à la table du Conseil.

Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter au titre de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire S. E. M. Gert Rosenthal, Président du Conseil économique et social.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite M. Rosenthal à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Je voudrais souligner la participation à cette réunion du Président de l'Assemblée générale, M. Jan Kavan, du Président du Conseil économique et social, l'Ambassadeur Gert Rosenthal et bien entendu, du Secrétaire général, M. Kofi Annan, à qui nous souhaitons la bienvenue. En outre, je salue également la présence d'États non membres du Conseil de sécurité.

C'est un moment capital pour notre organisation. La situation internationale pose des défis de diverse nature qui rendent indispensable la présence de l'ONU. Les valeurs, les principes et la force institutionnelle de l'Organisation en font l'enceinte idéale pour relever les défis mondiaux résultant des menaces que constituent la malnutrition, la propagation de maladies endémiques, la destruction de l'environnement et de façon très urgente, les ruptures constantes de la paix. La présidence se félicite donc de ce qu'en ce moment très important pour l'Organisation, les différents organes des Nations Unies soient réunis ici pour analyser ensemble le rôle que doit jouer l'ONU dans les situations d'après conflit.

Aujourd'hui, nous devons faire montre d'une communauté de vues et d'objectifs face aux nouveaux défis posés à la communauté internationale. Nous avons choisi le thème de « l'ONU dans les situations d'après conflit », car il reflète l'excellent travail accompli par l'ONU au fil des années, non seulement en matière de prévention des conflits, mais aussi pour rétablir la sécurité, l'état de droit et la protection des droits de l'homme et favoriser la mise en place d'institutions et le rétablissement des conditions socioéconomiques dans les États qui sortent de conflits.

C'est le moment de renforcer la responsabilité primordiale de l'Organisation des Nations Unies tout entière en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous espérons qu'à la suite de cet exercice, nous pourrions formuler des idées et des propositions concrètes sur la meilleure façon dont l'ONU peut et doit aider les pays qui sortent de situations de conflits armés.

Les succès récents remportés par l'ONU au Kosovo, en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine et au Timor oriental dans les tâches de reconstruction attestent l'importance que la communauté internationale attache au fait d'oeuvrer ensemble dans ses différentes enceintes sur la base de la coopération. C'est ici dans l'exercice de leurs capacités de complémentarité et de planification que les organes des Nations Unies doivent démontrer leur aptitude à coopérer et à travailler ensemble.

Je me félicite de la présence parmi nous du Secrétaire général, S. E. M. Kofi Annan, que j'invite à prendre la parole.

Le Secrétaire général (parle en anglais) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que votre gouvernement, d'avoir pris l'initiative de ce débat sur les enseignements à tirer de l'expérience de l'ONU dans les situations de conflit et d'après conflit qui se sont produites antérieurement.

Comme les membres le savent fort bien, l'ONU a pris part à un vaste éventail d'activités dans ce domaine, allant de la négociation de règlements politiques à des efforts approfondis de reconstruction institutionnelle, notamment la création d'un nouvel État. L'examen de ces expériences passées nous permet de savoir ce que nous avons bien réussi et ce que nous avons moins bien fait, et peut-être, dans certains cas, nous permettre d'en cerner les raisons.

Mais ce qui ressort de l'examen de l'engagement de la communauté internationale dans les pays touchés par des conflits, c'est qu'une seule et même approche n'a jamais été adoptée à deux reprises, dans la mesure où deux conflits ou deux situations de conflit ne sont jamais identiques. Même les quatre cas les plus récents – Afghanistan, Kosovo, Timor oriental et Sierra Leone – sont très différents les uns des autres pour ce qui est des causes et des effets des conflits, de la participation antérieure de l'ONU, du contexte politique et juridique régissant la réponse de la communauté internationale, et de l'effectif même des populations et des territoires touchés.

Par conséquent, l'un des enseignements les plus importants, lorsqu'il s'agit de planifier l'engagement de la communauté internationale dans une situation nouvelle – telle que celle que nous connaissons maintenant en Iraq – c'est la nécessité, premièrement, de parvenir à une vision commune des traits distinctifs de la crise en question afin d'adapter en fonction la

forme de nos réponses. Nous devons faire fond sur nos expériences précédentes pour que notre réponse soit la mieux adaptée possible, tout en n'excluant pas qu'il faudra peut-être trouver des méthodes ou des formes d'assistance totalement nouvelles.

Cela signifie que nous devons commencer par nous poser quelques questions fondamentales telles que : les parties au conflit sont-elles désireuses ou reconnaissantes d'une intervention de la communauté internationale, et si oui à quelle fin? La communauté internationale est-elle en mesure et a-t-elle la volonté politique de fournir les ressources financières et humaines voulues et de maintenir son engagement suffisamment longtemps pour en garantir le succès? Quelles sont les conditions préalables à l'instauration d'une paix durable auto-entretenu? Quels sont les besoins à satisfaire et dans quel ordre de priorité? À quel rythme le processus doit-il avancer?

Quelques enseignements précis ressortent des cas récents : la confiance des parties et de la population peut être fragile et ne saurait être considérée comme gagnée d'avance : leur assentiment doit être cultivé et protégé. Le rôle de la communauté internationale n'est pas de régler tous les problèmes d'un pays mais d'aider sa population à s'autonomiser. Il faut fixer des priorités, à commencer par les besoins humanitaires essentiels de la population, au nombre desquels se trouve la nécessité d'assurer des conditions élémentaires de sécurité, de primauté du droit et d'ordre public. Lorsque ces besoins sont satisfaits, instaurer ensuite les conditions propices à la mise en place et au développement de processus politiques viables – par l'encouragement, notamment, de la réconciliation, de la bonne gouvernance, de la primauté du droit, du respect des droits de l'homme et des dispositifs provisoires en vue d'assurer la justice – devient du même coup plus facile.

Toutes décisions concernant la réforme des grandes institutions de l'État et des appareils juridiques et politiques, pour être viables à long terme, doivent être prises par les gens du pays eux-mêmes. Ce type de processus ne peut réussir que si tous les principaux groupes du pays ou du territoire y prennent part, s'ils ont le sentiment qu'il leur appartient et s'ils ne le perçoivent pas comme lié à une issue décidée d'avance.

La progression du processus ainsi que l'ordre séquentiel et temporel de ses différentes phases sont

également essentielles à son succès. Il faut tenir compte des conditions politiques et socioéconomiques du pays et de ses conditions de sécurité, ainsi que du degré de soutien sur lequel on peut réalistement compter de la part des membres intéressés de la communauté internationale. Procéder trop lentement risquerait de casser l'élan acquis et d'alimenter les frustrations, mais aller trop vite peut être tout aussi pernicieux, si l'on prend des décisions hâtives, sur les effets desquelles il serait difficile de revenir.

L'aspect régional est une dimension à laquelle il convient de s'intéresser au plus tôt et à long terme.

Et enfin, il existe une corrélation directe entre les succès remportés par l'ONU et l'unité du Conseil de sécurité – et entre les revers de l'ONU et les divisions au sein des membres du Conseil concernant la stratégie à suivre. Le Conseil doit être uni pour fixer les objectifs globaux de l'aide internationale et répartir clairement les tâches et il doit garder cette unité pour pouvoir apporter un soutien politique vigoureux tant dans les périodes cahoteuses où les progrès sont remis en question qu'une fois passée la phase aiguë du conflit et que l'attention des médias du monde s'est détournée vers d'autres sujets.

Dans le cas de l'Iraq – auquel nous pensons tous, bien sûr, en ce moment – le Conseil a l'occasion maintenant de laisser derrière lui les désaccords passés et de retrouver une communauté de vues dans la phase d'après guerre.

Ces décisions ne seront pas faciles. Mais elles ne devraient pas être impossibles pourvu que l'on garde dûment en tête un certain nombre de principes communs. Lorsque le Conseil en discutera, j'exhorte ses membres à laisser de côté les dissensions passées et à se demander ce qui aidera au mieux la population iraquienne. Les intérêts de celle-ci doivent être prioritaires. L'objectif absolu est de permettre à la population iraquienne de prendre en mains sa propre destinée.

D'ores et déjà, dans la résolution 1472 (2003), les membres du Conseil ont réaffirmé leur attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Iraq, leur respect du principe selon lequel le peuple iraquien a le droit de déterminer lui-même son avenir politique et de contrôler ses propres ressources naturelles, et leur conviction que toutes les parties concernées doivent respecter les obligations qui leur incombent en vertu du

droit international, y compris de la quatrième Convention de Genève.

Je suis convaincu que tous les membres du Conseil conviendront que la souveraineté implique l'indépendance politique et que pour définir lui-même son avenir politique, le peuple iraquien doit être libre de choisir son propre système de gouvernement et ses propres dirigeants politiques. Ce qu'il faut, c'est un processus impartial, représentatif et transparent permettant aux Iraquiens de choisir eux-mêmes une autorité politique iraquienne crédible et légitime, à laquelle la souveraineté puisse être rendue. Je veux croire que les membres conviennent tous de la nécessité de mettre fin à l'isolement de l'Iraq et d'aider la population iraquienne, le plus vite possible, à mettre en place les conditions du retour à la normale.

Au cours des semaines à venir, le Conseil aura d'importantes décisions à prendre sur les mandats existants de l'ONU dans le cadre de cette nouvelle situation – notamment sur les sanctions, le programme « pétrole contre nourriture » et l'inspection des armes. Au-delà, les membres devront examiner comment la communauté internationale peut au mieux aider les Iraquiens à reconstruire leur pays – et quel rôle l'ONU pourrait jouer pour appuyer cet effort et aider l'Iraq à recouvrer sa souveraineté.

J'espère que je peux compter sur eux pour que, quel que soit le mandat confié par le Conseil à l'ONU, ce mandat soit clair, cohérent et assorti des ressources nécessaires. En à peine plus de 20 ans, le peuple iraquien a traversé trois guerres et plus de 10 ans de sévères sanctions de l'ONU. Laissons tous derrière nous nos désaccords passés, demandons ce qui sera le plus utile au peuple iraquien et agissons en conséquence.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration, de la vision qu'il a exposée, des vues et des tâches qu'il a proposées à notre réflexion de ce matin.

Avant de poursuivre, je voudrais saluer la présence dans cette salle d'une délégation de sénateurs du Congrès mexicain. Sont présents ici aujourd'hui Mme Silvia Hernández, représentante au Sénat du Parti révolutionnaire institutionnel, M. Eduardo Ovando, représentant au Sénat du Parti révolutionnaire institutionnel et M. Fernando Margain, représentant du Parti de l'action nationale.

Je donne à présent la parole à S. E. M. Jan Kavan, Président de l'Assemblée générale.

M. Kavan (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais d'abord vous exprimer ma profonde gratitude pour votre initiative et pour m'avoir donné l'occasion d'intervenir sur ce sujet très important. Bien qu'elle n'assume jamais tout à fait le mandat de tutelle internationale tel que décrit dans la Charte des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies s'est engagée dans la gouvernance des sociétés sortant d'un conflit, en particulier durant la période d'après-guerre froide.

Les Nations Unies possèdent une expérience considérable en matière de gouvernance et ce, à travers la mise en place d'administrations en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et au Timor oriental, et de par leurs efforts de consolidation de la paix après les conflits en Sierra Leone et plus récemment, en Afghanistan. Aujourd'hui, le défi le plus important qui se pose au Conseil de sécurité dans le domaine de la reconstruction après un conflit, concerne la situation en Iraq.

Depuis la fin de la guerre froide, la participation traditionnelle des Nations Unies à des situations d'après conflit, portant essentiellement sur les dimensions politiques, a évolué pour devenir une opération beaucoup plus globale, comportant toute une diversité de rôles. Les quatre piliers de base de la reconstruction d'après conflit – sécurité, bien-être social et économique, justice et réconciliation, et gouvernance et participation – sont tous étroitement liés. Une issue positive dans un domaine dépend de l'application réussie des tâches dans les autres. La communauté internationale dispose de puissants moyens pour influencer la situation sécuritaire des États et des régions sortant d'un conflit. Ce sont les autorités militaires responsables d'un territoire donné qui doivent y consolider et améliorer la situation sécuritaire. Il n'en demeure pas moins que le transfert de la responsabilité du maintien de la sécurité au pays hôte doit être considéré comme un impératif prioritaire. Former une force de police multiethnique en Bosnie et au Kosovo et entraîner l'armée afghane sont des mesures qui me paraissent aller dans la bonne direction.

Lorsqu'on examine les aspects socioéconomiques des initiatives après un conflit, l'accent est mis le plus souvent sur la reconstruction économique et le

développement. Mais la guerre touche la société en profondeur et a tendance à désorganiser les relations sociales – du niveau national et politique aux interactions humaines de base. Je pense que seule une société saine – où les relations sociales sont rétablies, où la vie est vécue avec dignité, sans oppression ni famine, et est pleinement respectée et où la perspective de parité des sexes est prise en compte – peut promouvoir et soutenir une paix durable et le développement.

Par la mise en place d'un processus permettant de redresser les griefs passés et présents, l'objectif que constitue la création d'un système judiciaire transparent et efficace est étroitement lié aux questions touchant la réconciliation. Les tentatives faites pour engager des poursuites pour crimes contre l'humanité et violations massives des droits de la personne sont souvent entravées par l'existence d'obstacles politiques et juridiques. Les tribunaux des Nations Unies chargés de poursuivre les auteurs de crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie, au Rwanda et en Sierra Leone ainsi que les efforts visant à créer des chambres spéciales au sein de la structure judiciaire existante au Cambodge pour l'engagement de poursuites pour les crimes commis par les Khmers rouges, jouent un rôle vital dans les efforts de réconciliation des sociétés sortant d'un conflit.

Même si des tensions inévitables existent entre la promotion de la démocratie et les structures antérieures de pouvoir, le renforcement de la bonne gouvernance et la promotion de la démocratie revêtent une importance cruciale pour empêcher la résurgence de conflits dans les pays déchirés par des crises. L'effondrement des administrations civiles, comme au Kosovo et au Timor oriental, a obligé l'Organisation des Nations Unies à assumer des fonctions de gouvernement de vaste portée. Il n'empêche qu'un processus à long terme de bonne gouvernance et de démocratisation doit être mené par les citoyens de chaque pays eux-mêmes et refléter ses conditions historiques, culturelles et religieuses propres.

Dans des situations d'après conflit, bien plus est nécessaire que les efforts de la part des États pour rétablir l'ordre public. La prise en compte du contexte historique – qu'il s'agisse des relations ethniques dans les Balkans ou des relations tribales en Afghanistan – est cruciale pour le succès de tout effort de consolidation de la paix. Il ne s'agit pas simplement d'assurer la paix ou de fournir une aide humanitaire à

une société sortant d'un conflit. Toute ingérence extérieure dans les affaires de la société doit intervenir dans le plus grand respect des diverses spécificités de cette société et de sa riche diversité.

Le tout récent conflit en Iraq illustre les défis complexes et uniques auxquels doit faire face l'Organisation des Nations Unies dans une situation d'après conflit. Je suis convaincu que cette crise constituera à son tour une nouvelle et importante source de connaissances et d'expérience pour l'Organisation. Il faudrait que cette dernière mette à profit ces connaissances pour affiner ses méthodes et améliorer la façon dont elle abordera les futures situations de conflit, et être ainsi une organisation capable de choisir les stratégies et outils voulus de prévention ou d'atténuation des conflits et de promotion de solutions pacifiques.

La société iraquienne d'après conflit est en proie à diverses causes d'instabilité. Il s'agit notamment des questions non réglées liées à des années d'oppression politique et religieuse, des incidents de violence entre les différents clans, des dangers issus des structures totalitaires passées, du pillage et de l'abondance d'armes en l'absence d'une nouvelle police locale efficace ou de forces de sécurité. Les récentes expériences des Nations Unies dans d'autres régions, comme au Kosovo ou au Timor oriental, montrent clairement qu'une stratégie globale de traitement de ces questions, juste après la fin du conflit, est fondamentale. En outre, il est devenu manifeste qu'une stratégie de réformes politiques et économiques doit être assortie d'une vision globale du processus de démocratisation de la société iraquienne.

Le rôle des Nations Unies en Iraq ne doit pas se limiter à une fonction consultative ou à la fourniture d'une aide humanitaire ou économique, même si ces questions sont extrêmement importantes. Des responsabilités accrues visant à promouvoir la démocratie en Iraq doivent accompagner tout processus de planification.

En dépit de toutes ses insuffisances – réelles ou perçues comme telles – l'Organisation des Nations Unies reste la seule instance qui possède l'expérience du terrain et dispose du personnel voulu pour faire face à une diversité de crises, qu'il s'agisse des secours humanitaires, de l'assistance à apporter aux populations pour reconstruire leur vie et leur pays, de la promotion des droits de l'homme et de la primauté

du droit, de la gestion des conflits ou de la consolidation de la paix après un conflit.

Je suis convaincu que l'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle fondamental aussi bien pour assurer la relève économique que la transformation politique de l'Iraq après le conflit. Je suis d'avis que c'est à l'évidence dans l'intérêt tant de l'ONU que des autorités américaines, comme vient de le déclarer le Secrétaire général Kofi Annan, de trouver une cohésion ou de s'entendre sur un accord pratique concernant la nature exacte de cette coopération assurée solidairement dans ce pays. Je crois fermement qu'une telle coopération contribuera sans nul doute à atteindre l'objectif commun de l'instauration d'un Iraq démocratique, libre, souverain et indépendant.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à M. Gert Rosenthal, Président du Conseil économique et social.

M. Rosenthal (*parle en espagnol*) : En ma qualité de Président du Conseil économique et social, je vous remercie de l'invitation que vous nous avez faite de participer à la présente séance publique du Conseil de sécurité.

Je voudrais profiter des quelques minutes qui m'ont été accordées pour souligner quatre points.

Tout d'abord, si nous devons identifier un sujet qui offre la possibilité d'une interaction plus fructueuse entre nos deux Conseils, il ne pourrait s'agir que de l'attention que l'Organisation des Nations Unies accorde aux pays sortant d'une situation de conflit. L'exemple le plus manifeste est la décision adoptée en juillet dernier par le Conseil économique et social de créer un Groupe consultatif spécial pour les pays africains qui sortent d'un conflit. Cette décision a été concrétisée par la création, en octobre 2002, du premier Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau. Ce groupe qui est chargé d'analyser les besoins humanitaires et économiques du pays et de promouvoir la coopération internationale à cette fin, comprend expressément le Président du Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique. Nous sommes convaincus que cet effort pionnier de coopération entre nos deux Conseils augure bien d'une interaction encore plus fructueuse pour l'avenir.

Deuxièmement, depuis quelques années, les différentes instances des Nations Unies insistent sur la

nécessité de renforcer l'appui réciproque entre elles et les institutions de Bretton Woods. Parmi bon nombre d'autres questions, il s'agit d'un thème qui n'est pas étranger au Conseil de sécurité dans ses efforts de consolidation de la paix. Notre propre instance a enregistré des progrès importants dans le renforcement de cet appui réciproque et du niveau de cohésion, de coopération et de coordination entre les Nations Unies, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce. Je pense que lors de notre récente réunion tenue le 14 avril dernier, dans le cadre des activités de suivi du Consensus de Monterrey, nous avons franchi un pas important dans cette direction.

Troisièmement, et de manière plus générale, sous le patronage de l'Assemblée générale, nos deux Conseils représentent, au plan institutionnel, les deux grands piliers sur lesquels repose l'ONU : le maintien de la paix et la coexistence constructive entre les nations, d'une part, et le développement économique et social, le respect des droits de l'homme et l'aide humanitaire, d'autre part. La Charte des Nations Unies prévoit, elle aussi, certaines voies de communication entre les trois organes susmentionnés – comme nous l'a rappelé récemment le Président de l'Assemblée générale – et la praxis est venue ajouter quelques liens supplémentaires, comme ceux que je viens d'évoquer. Il faudrait accentuer cette tendance car, même si cela peut tomber sous le sens, c'est néanmoins un truisme que, sans développement, il ne peut y avoir de paix et sans paix, il ne peut y avoir de développement.

Enfin, et dans le cadre du système de gouvernance des Nations Unies, nous voudrions croire que les atouts de chacun de ses organes tendraient à être transmis aux autres, mais il faut également reconnaître qu'il en va de même de leurs lacunes. C'est pourquoi, nous sommes convaincus que les divergences de vues autour de la question de l'élimination des armes de destruction massive en Iraq qui ont récemment caractérisé le Conseil de sécurité devront être surmontées s'agissant des prochaines étapes que cette instance devra aborder à cet égard. Comme nous le rappelait le Secrétaire général, si cela n'était pas le cas, tous nos organes et l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble en subiraient les conséquences.

M. Diallo (Guinée) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous exprimer la reconnaissance de ma délégation pour l'organisation de ce débat public

de synthèse des travaux du Conseil de sécurité pendant le mois d'avril 2003. Vous me permettrez ensuite d'adresser nos remerciements au Secrétaire général qui a pris sur son précieux temps pour participer à la présente séance, ce qui démontre toute son importance.

La présence dans cette salle des Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, ainsi que des représentants des groupes régionaux augure bien, je n'en doute point, d'un échange de vues constructif.

Plus qu'une simple récapitulation de nos activités durant votre présidence, le thème dont nous traitons ce matin, intitulé « Le rôle des Nations Unies dans les situations d'après conflit », s'inscrit dans un cadre plus global de la mission fondamentale assignée à notre organe, à savoir le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, ma délégation voudrait rappeler que les conflits dans le monde trouvent leurs racines dans des phénomènes variés et complexes, sur lesquels je ne voudrais pas revenir. Ces problèmes, qu'il faudrait nécessairement endiguer, ne pourront être vaincus tant que les conflits n'auront pas été circonscrits et résolus de façon définitive.

Ma délégation reste persuadée que la consolidation de la paix et de la sécurité est intimement liée aux efforts de développement et à l'instauration d'une démocratie véritable. Autant il ne saurait y avoir de développement sans paix, autant celle-ci constitue un adjuvant au développement.

Le rétablissement de l'autorité de l'État, la création d'un système judiciaire viable et de forces de sécurité nationale, l'instauration d'un dialogue sans exclusive et d'une politique de réconciliation nationale constituent également des garanties pour le retour définitif de la stabilité.

Dans le même registre, une attention suffisante doit être accordée à la mise sur pied d'un programme effectif de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants, y compris les enfants-soldats, car faute de bénéficier de ressources adéquates à cette fin, ceux-ci pourraient rapidement revenir à leurs anciennes habitudes et remettre en cause le fragile équilibre difficilement obtenu. L'éducation civique des populations, particulièrement des jeunes, s'inscrit aussi dans cette optique, cette dernière catégorie constituant la force vive du pays chargée d'assurer la relève.

La promotion et la consolidation de la paix passent nécessairement par la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre car, il faut le reconnaître, la guerre est la situation la plus propice à leur commerce illicite et à leur foisonnement. La pratique du mercenariat, que nous devons combattre de toutes nos forces, y trouve également un terrain très favorable.

Le retour de la paix – singulièrement – dans les pays africains s’accompagne toujours d’un intense mouvement de personnes déplacées et de réfugiés qui souhaitent retrouver leur terroir. À ce niveau, tous les efforts doivent être faits pour bien gérer ce retour en affectant des fonds suffisants pour satisfaire leurs besoins essentiels.

En outre, ma délégation est d’avis que l’extinction des conflits doit être accompagnée de l’élaboration et de la mise en oeuvre d’un programme global et intégré de relèvement économique, avec à la clef la création d’emplois et de projets à impact rapide. La situation dans laquelle se trouvent actuellement la Guinée-Bissau et l’Afghanistan confirme cette évidence.

Les opérations de maintien de la paix menées à travers le monde nous enseignent aussi que le retrait des contingents doit s’effectuer de façon mesurée et aller de pair avec le rétablissement progressif du climat de sécurité. Les exemples de la Sierra Leone et du Timor oriental sont édifiants à cet égard.

Pour terminer, ma délégation voudrait relever que le partenariat et la complémentarité de l’Organisation des Nations Unies et des organisations régionales et sous-régionales demeurent primordiaux, car c’est de cette interaction que peut naître une véritable synergie capable de pérenniser la paix retrouvée.

Au-delà de cette synergie, nous devons nous atteler à promouvoir la coopération interne entre le Conseil de sécurité, d’une part, le Conseil économique et social, l’Assemblée générale et les autres programmes et fonds de l’ONU, d’autre part, pour le succès de la gestion des situations d’après conflit.

M. Belinga Eboutou (Cameroun) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d’abord de vous féliciter pour le brio et l’efficacité avec lesquels vous avez su conduire nos travaux tout au long du mois qui s’achève, mois particulièrement difficile et éprouvant. Grâce à votre doigté, à votre art consommé du contact

et à votre sens élevé de la mesure, vous avez su jeter les bases d’un débat harmonieux au sein du Conseil. Nous vous en remercions et vous en félicitons.

Nous saluons la présence et la participation à cette séance du Secrétaire général, du Président de l’Assemblée générale et du Président du Conseil économique et social, et les remercions de leur importante déclaration.

Au cours de votre présidence, Monsieur le Président, le Conseil de sécurité a eu à examiner diverses situations où la paix était en péril, soit parce qu’elle était menacée de rupture, soit parce qu’elle était ou demeure fragile : en Côte d’Ivoire, au Libéria, au Burundi, en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, en Iraq et j’en passe. Il était donc normal que la dernière séance du Conseil sous votre présidence soit consacrée au thème important du rôle de l’ONU dans les situations d’après conflit.

Nous le savons tous, la guerre a pour particularité, au-delà des pertes en vies humaines, de détruire l’infrastructure socioéconomique et politique des pays touchés. Dès lors, la première tâche – j’allais dire la seule tâche – à accomplir après la guerre, c’est construire et reconstruire la vie, d’abord en rendant aux hommes et aux peuples meurtris le goût à la vie et le goût de la vie, ainsi qu’en leur rendant leur dignité d’hommes autonomes et de peuples maîtres de leur destin, comme nous l’a rappelé le Secrétaire général tout à l’heure. Reconstruire la vie, c’est aussi doter les pays de structures, d’institutions susceptibles de permettre à l’homme de s’épanouir et de vivre autrement.

L’ONU a acquis au fil du temps une expérience unique dans ce domaine. Ces dernières années, elle a considérablement augmenté ses capacités. L’approche intégrée et multisectorielle de l’Organisation ainsi que l’appui précieux de ses partenaires lui permettent aujourd’hui de remporter de plus en plus de succès dans les opérations de consolidation de la paix et de reconstruction sur tous les continents.

Le cas de l’Afrique mérite une attention particulière. L’extrême pauvreté des populations, les grandes pandémies, la fragilité des structures étatiques et les convoitises extérieures y rendent les conflits encore plus complexes et ruineux. Et si l’on n’y prend garde, aux conflits risquent de succéder d’autres conflits.

Dans ce contexte, les efforts de l'ONU doivent porter prioritairement sur le financement avec l'appui des bailleurs de fonds et des donateurs, sur la coordination des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, sur l'organisation et la supervision des élections, sur la restauration des structures étatiques, sur la promotion des mesures de confiance et des droits de l'homme, de la femme et de l'enfant ainsi que sur le relèvement économique. Au Mozambique, en Sierra Leone et en Angola, l'application de ce schéma a connu, de l'avis de tous, un succès considérable. Nous nous en félicitons.

Nous avons accueilli avec une très grande satisfaction la création, l'année dernière au sein du Conseil de sécurité, d'un Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique et, au sein du Conseil économique et social, du Groupe consultatif spécial pour les pays africains qui sortent d'un conflit. La collaboration étroite entre ces deux groupes dans le cas de la Guinée-Bissau a permis, au début de cette année, de faire une évaluation simultanée des problèmes socioéconomiques et de sécurité de ce pays. Cette évaluation permettra d'aborder de manière exhaustive et cohérente la situation d'ensemble du pays et, sans doute, d'enrayer

Nous pensons qu'il est approprié que le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social intensifient cette collaboration et l'étendent à d'autres situations semblables. En Somalie, où les hostilités se poursuivent depuis plus d'une décennie, le Secrétaire général travaille à la mise en place d'un programme d'activités préparatoires à la consolidation de la paix et au relèvement de la Somalie. Cette approche anticipative et progressive pourrait également être appliquée dans les situations où les crises tendent à s'éterniser, notamment en Afrique centrale.

Par ailleurs, nous pensons que l'ONU doit accroître son rôle dans l'application et le suivi des décisions prises en faveur de la consolidation de la paix par ses organes, en l'occurrence le Conseil de sécurité et la Cour internationale de Justice.

À cet égard, l'appui apporté par la mission des Nations Unies pour l'Éthiopie et l'Érythrée à la mise en oeuvre de la décision du 13 avril 2003 de la Commission du tracé de la frontière entre ces deux pays constitue un bel exemple à reproduire dans des cas similaires.

Toutefois, le défi majeur des Nations Unies demeure la mobilisation des financements pour la consolidation de la paix et la reconstruction des pays affaiblis par des années de guerre et incapables de satisfaire aux conditions habituelles des bailleurs de fonds internationaux. L'ONU doit convaincre ceux-ci de mettre en place des méthodes novatrices et des conditions souples plus supportables.

C'est ici le lieu de rappeler l'engagement des chefs d'État et de gouvernement réunis au Sommet du Millénaire :

« Accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité, en lui donnant les moyens et les outils dont elle a besoin pour mieux assurer la prévention des conflits, le règlement pacifique des différends, le maintien de la paix, la consolidation de la paix et la reconstruction après les conflits ». (*Résolution 55/2 de l'Assemblée générale, par. 9*)

Au total, l'ONU joue un rôle essentiel, très positif et efficace dans les situations d'après conflit. Cependant, au regard de l'actualité récente suffisamment édifiante, la communauté internationale doit réfléchir davantage sur le rôle des Nations Unies dans certaines situations d'après conflit spécifiques. À cet égard, le Cameroun fait sien l'appel du Secrétaire général au Conseil de sécurité de saisir la chance qui s'offre à lui de laisser derrière lui les divergences du passé et de s'unir autour des principes partagés et des actions qui sont dans l'intérêt des Iraquiens, qui doivent prendre en mains leur destin.

Sir Jeremy Greenstock (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Comme à votre accoutumée, Monsieur le Président, vous avez démontré votre remarquable aptitude à centrer notre débat sur des questions qui méritent vraiment d'être abordées et je vous en remercie. Les trois premiers intervenants – le Secrétaire général, le Président de l'Assemblée générale et le Président du Conseil économique et social – nous ont tous trois donné largement matière à réflexion.

Les principes à suivre dans ce domaine général seront bien précisés par le représentant de la Grèce, lorsqu'il prendra la parole un peu plus tard au nom de l'Union européenne, mais je voudrais d'ores et déjà évoquer quelques points et tenter de porter notre regard sur l'avenir plutôt que sur le passé, s'agissant de

l'action que devrait engager le Conseil de sécurité avec ses partenaires, pour toutes ces questions.

Après un conflit, la situation est toujours fragile et les institutions des Nations Unies ainsi que la société civile font un travail remarquable pour apporter des secours immédiats. Mais la phase de transition de l'aide humanitaire à la reconstruction reste mal assurée dans bien des situations où l'ONU a un rôle à jouer. Nous avons tous conscience des dangers dont s'accompagne une transition mal équilibrée et nous avons essayé récemment de bien mobiliser l'attention sur ce point et de faire en sorte que le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social discutent d'approches complémentaires au rétablissement de la paix après un conflit. Nul d'entre nous ne peut nier, en effet, que la paix et le développement sont indissolublement liés. Le Conseil ne peut se contenter de se préoccuper exclusivement de la paix et de la sécurité sans reconnaître également l'enchaînement ininterrompu des considérations de sécurité et des questions économiques et sociales dans le déroulement des événements qui se produisent sur le terrain. En tant qu'organe intergouvernemental, il nous faut faire davantage à cet égard. Je considère comme le Secrétaire général, qu'il est légitime de se demander si les structures et les méthodes de travail du Secrétariat répondent véritablement à la nécessité d'assurer cette continuité dans nos approches.

Je crois que, dans un avenir proche, nous devrions examiner attentivement la situation au Timor oriental et en Sierra Leone. Le Secrétaire général a dit, à juste titre, qu'il n'y a jamais deux situations semblables. Mais chaque situation peut mettre à profit les enseignements tirés de celles qui se sont déjà produites et chaque situation présente un certain nombre de points communs qu'à mon sens, nous n'avons pas toujours parfaitement sur cerner.

J'espère que lorsque nous examinerons la période qui succèdera à la fin de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental ou de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, nous saurons utiliser ces exemples pour élaborer un modèle – une sorte de prototype – nous permettant de savoir comment, en tant qu'Organisation des Nations Unies, nous allons faire face aux situations d'après conflit.

D'autres questions se posent également dans les domaines du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion et quant au rôle des institutions sur le

terrain, au rôle et aux capacités des partenaires d'exécution, et notamment les intervenants régionaux, des donateurs internationaux et de la société civile. Il faudra se demander où est la cohérence et où est la structure opérationnelle permettant de faire progresser ce qui doit progresser. Nous avons de nombreuses expériences en la matière, aussi bien positives que négatives, mais je ne suis pas sûr que nous en ayons toujours tiré les enseignements voulus pour l'avenir.

Il y a trois exigences à considérer, il me semble, pour tirer les enseignements de ces expériences. La première concerne ce que l'on peut attendre de l'ONU et ce qu'on ne peut pas en attendre. Sur ce point, je pense que le rôle de l'information du public est très important pour éviter, précisément, les malentendus.

La deuxième exigence a trait à la structure. La structure de la présence des Nations Unies après le départ d'une opération de maintien de la paix devrait être examinée de beaucoup plus près. On a tendance, en effet, à s'en aller et à ne pas laisser sur place de structure autre que celle traditionnelle, de la coordination interinstitutions par le biais notamment de la coordination régionale. Parfois, cela donne de bons résultats, mais dans les situations fragiles, cela peut très facilement mal tourner. Ici, la liaison avec les différents acteurs régionaux pertinents, à savoir les groupes régionaux, est également très importante.

La troisième exigence concerne la stratégie de départ de l'ONU, même s'agissant de la période d'après conflit. Nous avons des stratégies de départ pour les opérations de maintien de la paix. Mais si nous avons aussi des stratégies de départ dans le cas des opérations de reconstruction de la paix, nous aurions alors des objectifs à atteindre pour ces opérations avant que celles-ci ne prennent fin. Nous aurions aussi une plus grande clarté, une meilleure orientation et de meilleures compétences sur le terrain.

Il y a ensuite trois facteurs dont nous devons toujours tenir compte et qui viennent s'ajouter à ce qui précède. Le premier, et même si nous en parlons, nous n'avons pas toujours nécessairement encore mis au point notre réponse opérationnelle en la matière, concerne l'état de droit, l'importance de la justice et la réconciliation sur place. Il s'agit d'un objectif encore mal défini. C'est un sujet dont nous devons parler, et il existe maintenant de nombreuses analyses excellentes sur les systèmes de justice de transition dont nous pourrions nous inspirer pour nos propres travaux.

Le deuxième facteur concerne le rôle des femmes, non pas uniquement pour rétablir la paix, mais ensuite pour reconstruire la société sur le terrain en tenant compte des enseignements tirés. Je suis très heureux de noter que la prochaine réunion biennale entre le réseau du Comité d'aide au développement sur la parité entre les sexes et le Réseau interinstitutions des Nations Unies sur les femmes et la parité entre les sexes aura lieu en juillet prochain, à Paris. Faisons de cette réunion une véritable réunion opérationnelle et pas seulement une réunion consacrée à une nouvelle analyse des rôles que nous espérons voir les femmes jouer. Nous pourrions de la sorte structurer le rôle qu'elles seront amenées à jouer dans l'action menée par les Nations Unies.

Troisièmement, le développement économique et social en général doit être un élément de l'équation sur le terrain. La désignation d'un Représentant spécial adjoint chargé des questions économiques et sociales en Sierra Leone a été une expérience positive et qui a donné de bons résultats. J'espère que cette expérience pourra être transposée dans d'autres régions. Je songe ici en particulier à la région des grands Lacs, qui pourrait tout particulièrement profiter d'une amélioration de structure dans ce domaine, à mesure que nous progresserons.

Nous avons effectivement, en tant qu'Organisation des Nations Unies, joué un rôle clef en Sierra Leone, au Kosovo, au Timor oriental, en Afghanistan et dans d'autres missions. Nous ne devons pas sous-estimer les avantages qu'il peut y avoir à tirer les enseignements des compétences acquises pendant ces opérations lorsque nous préparons les suivantes, parce que trop souvent, je crois, l'expérience à l'ONU est que l'on ne fait guère que réapprendre à chaque opération les mêmes leçons et reproduire, en conséquence, les mêmes erreurs.

Certains éléments de missions précédentes sont pertinents et peuvent s'appliquer à l'avenir aux situations sur le terrain, et nous devons les appliquer. Le Secrétaire général a parfaitement raison de nous rappeler le critère fondamental, à savoir les intérêts de la population du pays concerné. C'est ce qui doit inspirer ce que nous faisons, dans un cadre politique qui soit acceptable pour cette population sur le terrain. Nous devons appliquer l'expérience acquise et, à cette fin, utiliser avec plus d'efficacité le potentiel de l'ONU.

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément aux modalités convenues pour cette séance, je donne à présent la parole au représentant de la Grèce. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Vassilakis (Grèce) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne (UE). Les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne – Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République slovaque, République tchèque et Slovénie – et les pays associés – Bulgarie, Roumanie et Turquie – déclarent s'aligner sur cette déclaration.

Je vous prie, Monsieur le Président, d'accepter nos sincères félicitations pour avoir pris l'initiative de cette séance. La recherche de la paix étant un but constant – bien que souvent difficile à atteindre – la communauté internationale n'a cessé de rechercher des méthodes et de proposer des mécanismes visant à réaliser une paix et une sécurité durables.

L'Union européenne tient à réaffirmer que la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales incombe au Conseil de sécurité et que l'ONU a un rôle central à jouer dans le processus de consolidation de la paix afin d'assurer la stabilité et la légitimité de la reconstruction d'un État après un conflit, en faisant appel à ses capacités et à son expérience uniques. Le rétablissement, la consolidation et le maintien de la paix sont souvent étroitement liés, d'où la nécessité d'une approche globale en vue de préserver les résultats obtenus et d'empêcher la réapparition des conflits.

L'Union européenne estime que cette quête de la paix exige aussi une approche globale, concertée et déterminée pour remédier aux causes profondes des conflits, notamment les problèmes économiques, sociaux, politiques, culturels et humanitaires qui les accompagnent souvent. À cet égard, une consolidation efficace de la paix exige des mesures – à long et à court termes – dans des domaines tels que le développement durable, la bonne gouvernance, l'élimination de la pauvreté et des inégalités, la défense de la démocratie et le respect des droits de l'homme et de l'état de droit. Le redressement et la reconstruction économiques, en particulier, constituent des éléments importants pour le développement à long terme des sociétés après un conflit et pour le maintien d'une paix

durable; l'assistance internationale joue également à cet égard un rôle important.

L'Union européenne considère qu'une stratégie globale de consolidation de la paix doit inclure tous les acteurs pertinents dans ces domaines et tenir compte des particularités propres à chaque situation de conflit. L'Union européenne estime que les organisations non gouvernementales et la société civile ont des rôles importants et complémentaires à jouer en faveur de la réconciliation et du renforcement des institutions démocratiques. Nous considérons que des institutions démocratiques fortes peuvent aider les sociétés à réduire la probabilité d'un recours à la violence.

L'Union européenne a constamment reconnu le rôle important que les organisations régionales peuvent jouer dans les situations d'après conflit, notamment par la mise en place de mécanismes institutionnels qui permettent de faire face aux conflits de façon plus structurée et cohérente. Nous appuyons aussi vigoureusement une coopération et l'instauration de liens étroits avec le Conseil de sécurité pour affronter ces problèmes. Une telle coopération nécessitera une évaluation des besoins, une mise en commun de l'information et une coordination. Nous sommes favorables à un rôle actif de l'ONU, en particulier pour mettre en commun l'information, promouvoir la transparence, mobiliser l'aide et encourager des contacts entre les bénéficiaires et les donateurs de l'assistance dans des domaines tels que la formation, l'équipement et la logistique.

L'Union européenne – dans le contexte de la politique européenne de sécurité et de défense – ses États membres et la Commission européenne appuient et renforcent activement les activités de maintien et de consolidation de la paix de l'ONU à travers le monde. Les États membres de l'Union européenne fournissent du personnel militaire et des effectifs de police civile et – de même que la Commission européenne – fournissent du personnel qui assure un appui financier, logistique, technique et politique à la plupart des opérations de paix, des efforts de médiation et des processus de paix en Afrique. Dans ce contexte, l'Union européenne se félicite également des initiatives prises par le Département des opérations de maintien de la paix pour travailler en étroite collaboration avec tous les acteurs pertinents en Afrique aux niveaux régional, sous-régional et national, en particulier en ce qui concerne le renforcement des capacités des pays fournisseurs de contingents et le renforcement des

capacités des organisations régionales et sous-régionales.

L'Union européenne tient à souligner qu'il importe d'inclure des éléments de consolidation de la paix dans les mandats des opérations de maintien de la paix, comme tel est le cas du rôle préventif important joué par la police civile, qui constitue l'une des priorités de la politique européenne de sécurité et de défense dans le domaine civil.

La première opération de gestion de crise de l'Union européenne – la Mission de police de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine – a débuté le 1er janvier de cette année. Cette opération a été conçue et mise en place pour prendre le relais du Groupe international de police des Nations Unies, basé en Bosnie depuis sept ans, et a pour objectif de consolider le succès de la mission des Nations Unies s'agissant de la réforme de la police de Bosnie-Herzégovine, et de veiller à ce que les réalisations de l'ONU se poursuivent.

L'Union européenne souligne la nécessité pour l'ONU de concevoir des capacités et des stratégies de consolidation de la paix et de mettre en oeuvre des programmes pour les appuyer. Ceci exigera un renforcement de la solidarité, une volonté politique de tous les instants et la fourniture de ressources adéquates par la communauté internationale.

Le Président (*parle en espagnol*) : L'orateur suivant est le représentant du Brésil. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Sardenberg (Brésil) (*parle en espagnol*) : Je voudrais d'emblée vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance de synthèse des activités du Conseil de sécurité. Les séances consacrées à cette question sont une excellente occasion pour les États Membres de l'Organisation qui ne siègent pas au Conseil de faire connaître leurs perspectives concernant les activités de cet organe. Cette innovation consistant à proposer un thème spécifique pour la séance me semble être une excellente initiative susceptible de donner une valeur accrue à l'exercice de réflexion que doivent être ces séances.

Le thème choisi tombe à point nommé. Aujourd'hui, nous sommes loin de la période qui a immédiatement suivi la fin de la guerre froide, époque

à laquelle nous espérons tous qu'une fois que les obstacles créés par la réalité bipolaire auraient été surmontés, le Conseil de sécurité retrouverait son unité et serait en mesure de jouer son rôle de dirigeant mondial dans le règlement des conflits internationaux. Je parle d'un système mondial fondé sur les buts et les principes de la Charte des Nations Unies. La période actuelle est marquée par l'incertitude et l'instabilité, qui multiplient les possibilités de conflits et par là, le nombre potentiel de situations d'après conflit dans lesquelles l'ONU pourra être appelée à jouer un rôle. Les situations de lendemain de conflit sont en soi complexes et ont invariablement des effets dramatiques sur la situation humanitaire.

Il est bon également qu'un tel dialogue se tienne au sein de cet organe et conformément au mandat confié par la Charte au Conseil. Comme nous le savons tous, il est essentiel de veiller au règlement adéquat des questions restées en suspens à la fin d'un conflit armé, pour que la paix rétablie repose sur des bases solides telles que celles énumérées ce matin par le Secrétaire général. La situation au Timor oriental, qui a fait l'objet d'une séance publique du Conseil avant hier, en est un exemple très clair. Le Timor oriental est fréquemment cité comme un succès de l'ONU. Le cas du Timor oriental démontre qu'une action coordonnée au niveau multilatéral est efficace et que la communauté internationale a la capacité d'agir par l'intermédiaire de cet organe. Toutefois, il est nécessaire de reconnaître que la communauté internationale doit accorder tout autant d'attention à la nouvelle situation.

Le rôle de l'ONU au lendemain du conflit ne se résume pas à une action coordonnée dans le cadre du Conseil. Dans les processus de stabilisation d'un pays sortant d'un conflit, nombre des tâches liées à la création de conditions propices au développement économique et social dépassent de loin le mandat de maintien de la paix et de la sécurité du Conseil de sécurité. À cet égard, la présence à cette séance du Secrétaire général et des Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social tombent à point nommé.

Les efforts en faveur d'une meilleure coordination de l'action de ces organes majeurs de l'ONU et des organismes et autres organes et institutions pertinents ne datent pas d'hier. Lors du dernier passage du Brésil au sein de cet organe, en 1998 et 1999, le Conseil avait tenu un débat public sur

le sujet du maintien de la paix et de la sécurité et de la consolidation de la paix après un conflit. Ce débat avait souligné la nécessité d'une coordination étroite et d'un dialogue permanent entre les organes du système des Nations Unies, et en particulier les organes directement concernés par la consolidation de la paix après les conflits, en fonction de leurs responsabilités respectives. Cette disposition s'est traduite par la création l'an dernier d'un mécanisme de coordination entre le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social à l'attention des pays africains qui sortent d'un conflit armé; le groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau en est le premier exemple.

Une autre voie à explorer est celle de la coordination avec les organisations régionales. La tenue, le 11 avril dernier, d'une réunion avec les organisations régionales sur la question de la lutte contre les nouvelles menaces à la paix et à la sécurité internationales est à cet égard une initiative à développer.

Face à la nature des défis que nous devons relever aujourd'hui dans un contexte de mondialisation croissante, il est plus vrai que jamais que nous ne pouvons légitimement espérer parvenir seuls à un monde de paix. À une époque de transition comme celle-ci, les institutions multilatérales sont plus nécessaires que jamais. De par ses aspects politiques et sa portée juridique, la Charte des Nations Unies reste l'instrument par excellence de création d'un climat de coopération permettant de prévenir dans la mesure du possible les conflits internationaux et de trouver des solutions cohérentes pour les sorties de conflit.

M. Gaspar Martins (Angola) (*parle en anglais*) :

Tout d'abord, je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de cette excellente initiative. Cette séance de récapitulation à laquelle vous avez invité les Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social est vraiment à saluer. Je voudrais également dire que la présence parmi nous du Secrétaire général illustre bien l'importance des sujets dont nous discutons ce matin.

Le thème que nous examinons revêt un intérêt tout particulier pour la communauté internationale, compte tenu des situations d'après guerre qu'elle connaît en Afrique, en Asie et depuis peu en Iraq. C'est donc un sujet des plus pertinents et surtout particulièrement d'actualité.

Mon pays, l'Angola, est probablement le seul membre du Conseil qui soit entièrement impliqué dans une situation d'après conflit. Nos relations avec l'ONU sont anciennes et importantes et elles continuent de jouer un rôle fondamental dans notre situation actuelle, au lendemain du conflit.

L'aide fournie par la communauté internationale durant l'état d'urgence nationale provoqué par la guerre en Angola a permis de sauver la vie de millions d'Angolais en les préservant de la famine, de la maladie et de la misère la plus abjecte. La solidarité de la communauté internationale, et en particulier la position prise par le Conseil de sécurité, ont contribué de façon déterminante à la cessation des hostilités. Heureusement, la guerre est finie et l'Angola aborde l'avenir avec confiance, assuré de l'appui et de l'aide permanents de l'ONU. Nous suivons avec attention l'expérience des pays sortant d'un conflit. L'apport de cette séance nous est par conséquent très utile.

Le Gouvernement angolais s'est engagé à mener à bien le processus de paix, et particulièrement la réinsertion sociale des combattants démobilisés, ainsi que des personnes déplacées et des réfugiés, et à mener une politique de tolérance en préparation de la tenue d'élections générales et de la consolidation des institutions démocratiques.

L'aide de l'ONU nous apparaît comme un facteur capital en matière de consolidation du processus de paix et d'aide au retour des soldats démobilisés, des personnes déplacées dans l'intérieur du pays et des réfugiés sur leurs lieux d'origine. Ce processus, qui est l'objectif le plus important de la phase actuelle du programme de reconstruction angolais, est directement lié au programme de reconstruction d'urgence et à la remise en état des services sociaux de base et des capacités locales, en vue de répondre aux besoins les plus pressants des populations vulnérables dans les zones les plus touchées par la guerre.

La Banque mondiale participe à la reconstruction après guerre de l'Angola, notamment en soutenant une stratégie d'assistance provisoire à l'appui du programme gouvernemental de démobilisation des anciens combattants et de réinstallation des personnes déplacées. Cet appui devrait permettre à l'économie rurale de reprendre et contribuer à long terme à la réduction de la pauvreté. La Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fournissent tous deux une assistance au

Gouvernement de le mettre à même de coordonner et d'appuyer les capacités à assurer la coordination et l'appui aux activités humanitaires et de développement.

Les institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales, y compris le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), UN-HABITAT et l'Organisation internationale des migrations (OIM), participent tous à l'élaboration de programmes spécifiques qui font partie de la transition vers la réintégration, le relèvement et la reconstruction aux fins du développement.

L'autre élément essentiel de la stratégie de gouvernance pour la période de transition, qui intéresse le système des Nations Unies concerne la mise en place de capacités institutionnelles, notamment de l'administration de l'État, dans des zones qui ont échappé pendant des années au contrôle politique. La priorité est accordée aux actions à l'échelle municipale auxquelles le PNUD est associé.

Les réformes macroéconomiques constituent un autre élément de la stratégie pour la période de transition, et le Gouvernement angolais est actuellement en négociation avec le Fonds monétaire international en vue de mettre en place un cadre institutionnel approprié. La Banque mondiale exécute un projet d'assistance technique en matière de gestion économique. Ce projet vise à aider le Gouvernement angolais à renforcer la transparence financière du secteur public et à accroître le cadre existant en matière de politiques et d'institutions. Nous espérons que ce projet aidera sensiblement à inciter une fois encore la communauté des donateurs à fournir les ressources nécessaires, permettant au système des Nations Unies de jouer le rôle essentiel dans la consolidation de la paix et le développement du pays.

L'Angola s'engage à travailler avec les Nations Unies et tous les pays souhaitant contribuer à sa relance socioéconomique. La communauté des donateurs est un partenaire fondamental des Nations Unies et du Gouvernement angolais dans cette entreprise. À plusieurs reprises, on a rendu hommage

aux efforts financiers et humains consentis par le Gouvernement face à la tâche immense de reconstruction du pays, et nous espérons que l'ONU jouera un rôle vital dans la concrétisation de ces objectifs.

M. Lavrov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Le thème de la séance d'aujourd'hui est tout à fait d'actualité. Faute d'approche globale au règlement des conflits, je ne pense pas qu'il soit possible d'espérer instaurer une paix durable dans les pays sortant d'une crise. L'expérience montre que les opérations de maintien de la paix de l'ONU deviennent de plus en plus complexes et comportent des éléments de consolidation de la paix de plus en plus nombreux. C'est pourquoi, la coordination entre le Conseil de sécurité et les autres organes des Nations Unies est particulièrement importante, point qui a déjà été évoqué aujourd'hui, et nous sommes donc heureux de souhaiter la bienvenue au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil économique et social (ECOSOC) à notre réunion.

Une approche globale exige un travail continu et cohérent et il est donc important que le Conseil de sécurité fournisse un appui politique aux efforts de consolidation de la paix, lorsque le rôle central est assumé par les institutions spécialisées.

Je voudrais dire quelques mots sur les situations que vous avez proposées à notre examen d'aujourd'hui. Un exemple éloquent de l'importance d'une approche globale nous est fourni par le Kosovo, (Serbie-et-Monténégro). Il y existe une coopération étroite, non seulement entre les diverses composantes du système des Nations Unies, mais aussi entre les organisations régionales qui apportent une contribution importante à la cause dans son ensemble.

Une autre conclusion qui découle de la question du Kosovo est qu'une responsabilité particulière incombe tout de même aux parties à un conflit. Malheureusement, les changements positifs obtenus dans le règlement du problème du Kosovo l'ont été essentiellement grâce aux efforts des éléments internationaux présents dans cette province, alors que les organes autonomes provisoires ont souvent entravé ces efforts et abusé des pouvoirs qui leur avaient été confiés; ils ont même tenté de saboter l'application de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité. Cela constitue une importante leçon, dont nous devons tenir compte pour d'autres situations.

S'agissant de l'Afghanistan, les choses sont complexes, mais pour le moment la situation évolue vers un règlement. Cela est dû surtout au fait que ce règlement est poursuivi sur la base des principes approuvés par les Afghans eux-mêmes, avec un rôle de coordination, voire de direction, assumé par l'Organisation des Nations Unies. Ces principes ont été approuvés à l'unanimité par le Conseil de sécurité. Nous pensons qu'il s'agit d'une garantie pour une réussite ultime en Afghanistan. En cette phase décisive, en attendant la mise en place de la Loya Jirga constitutionnelle et des élections générales, les fonctions de coordination des Nations Unies en Afghanistan n'ont jamais été aussi importantes.

Une importante responsabilité incombe aux pays de la région, y compris pour ce qui est du respect de la Déclaration de Kaboul sur les relations de bon voisinage, appuyée par le Conseil de sécurité. Nous pensons que le Conseil pourrait réfléchir à l'utilisation de cette base pour élaborer un système de garanties globales de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan.

Les leçons tirées du maintien de la paix en Sierra Leone montrent combien il est dangereux de négliger le relèvement économique et social après un conflit. Nous y avons noté une baisse de l'intérêt des donateurs internationaux à l'égard de ces tâches et nous pensons que cela explique pourquoi le processus d'après conflit n'est pas encore achevé. Par ailleurs, cela est devenu l'une des raisons du débordement de ce conflit vers des pays africains voisins.

Enfin, en ce qui concerne le Timor oriental, l'expérience du règlement montre qu'il est indispensable d'adopter une approche souple et de réagir rapidement et judicieusement aux changements de la situation dans un pays, qui est en train de sortir d'un conflit. Cela est extrêmement important pour la réussite des activités des Nations Unies durant la phase postconflictuelle.

Pour terminer, tous ces enseignements doivent, dans une certaine mesure, être pris en compte en ce qui concerne le relèvement de l'Iraq après la guerre. Le Secrétaire général nous a lancé un appel à ce sujet aujourd'hui et le Président de l'Assemblée générale a également mentionné ce point, tout comme de nombreux autres participants à notre débat. Nous sommes convaincus – et là, nous sommes d'accord avec le Secrétaire général – que nous devons

clairement définir le rôle de l'ONU et celui du Conseil de sécurité lors de toutes les phases de la réorganisation de l'Iraq après la guerre.

Ce point précis a été souligné hier par Vladimir Poutine, le Président russe, après son entretien avec le Premier Ministre britannique Tony Blair. Le Secrétaire général a également soulevé cette question aujourd'hui. Comme l'a souligné le Président russe, nous n'excluons pas la possibilité qu'un règlement puisse intervenir en Iraq sans la participation de l'ONU. En effet, la guerre a été lancée sans l'autorisation de l'ONU, mais nous doutons qu'aucun règlement intervenu sans la participation de l'ONU puisse être durable, effectif et juste.

Nous estimons, comme l'a proposé le Président russe, qu'il nous faut tout d'abord décider des mesures à prendre pour régler les problèmes humanitaires en Iraq, au-delà de celles qui ont déjà été prises. Deuxièmement, nous devons décider de la façon de régler en définitive la question des armes de destruction massive irakiennes. Cette question, qui est un motif de préoccupation générale, est directement liée à la situation sécuritaire dans la région et au régime de non-prolifération, et ne saurait être ignorée. La Russie est prête à jouer un rôle très actif en apportant son appui aux activités des inspecteurs de l'ONU en Iraq, car il nous faudra poursuivre et achever les inspections, maintenant que la guerre est finie.

S'agissant des questions humanitaires, nous sommes d'ores et déjà disposés à assouplir, voire même à suspendre, certaines sanctions qui concernent directement des biens exclusivement humanitaires. Les autres composantes du Programme pétrole contre nourriture pourraient parfaitement reprendre sous le contrôle de l'ONU aussi longtemps que les sanctions n'auront pas été levées dans leur totalité et tant qu'un pouvoir légitime n'aura pas été mis en place à Bagdad.

Nous sommes d'avis que le Conseil de sécurité devrait commencer à examiner toutes ces questions et déterminer s'il est possible de parvenir à un accord à ce sujet. Nous y sommes prêts, et plus vite nous commencerons ces discussions, mieux cela vaudra, en particulier pour le peuple irakien.

M. Wehbe (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : C'est tout d'abord un plaisir pour moi, Monsieur le Président, de saluer votre décision d'organiser la présente séance de synthèse consacrée à une question qui revêt une importance primordiale, et

ce, après une longue pause dans la tenue de ces réunions. En effet, nous sommes convaincus que la présente réunion offre une occasion remarquable d'évaluer le travail du Conseil de sécurité pour ce mois.

Je me félicite de la présence à cette séance du Secrétaire général et des Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social. Leur participation témoigne de l'importance qu'il y a à coordonner l'action des principaux organes de l'ONU de manière à promouvoir les buts et principes de la Charte et de servir les intérêts du monde entier.

Je suis également heureux, Monsieur le Président, de rendre hommage à la sagesse avec laquelle vous avez dirigé les travaux du Conseil de sécurité durant ce mois-ci.

La question du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans les situations d'après conflit revêt une importance toujours croissante. Il ne fait aucun doute qu'elle a joué un rôle crucial en aidant de nombreux pays à pallier les conséquences des conflits dont ils ont pâti et en rétablissant les structures institutionnelles de ces pays. Nous croyons toutefois que le rôle de la communauté internationale concernant l'élimination des causes profondes des conflits et la prévention de ceux-ci devrait demeurer une haute priorité de notre ordre du jour. Ce rôle est nécessaire pour empêcher que des millions de personnes éprouvent d'énormes souffrances alors que l'on peut les prévenir, conformément au proverbe arabe selon lequel mieux vaut prévenir que guérir. L'argent dépensé pour remédier aux conséquences de la destruction est mieux investi dans le développement économique et social de ces pays, prévenant ainsi l'éclatement de conflits et écartant les intérêts égoïstes.

L'ONU a connu de nombreux succès en matière de consolidation de la paix après les conflits, dont les bénéfices sont souvent manifestes pour tous. Je n'évoquerai que quelques exemples, notamment la Sierra Leone, même s'il y reste encore beaucoup à faire. Il y a également les cas du Timor oriental, du Kosovo, de l'Afghanistan, de l'Angola, du Congo et, plus récemment, de l'Iraq. L'Iraq a cruellement besoin de l'ONU, qui doit jouer un rôle important en aidant le peuple irakien à reconstruire son pays.

Le succès de l'ONU dans ces exemples donnés peut être clairement attribué au fait que la communauté internationale a manifesté la volonté politique voulue

et a aidé ces sociétés et ces pays à mettre en oeuvre un programme de développement ambitieux, y compris des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des anciens combattants ainsi que la réinstallation des personnes déplacées et des réfugiés dans leurs propres pays, des plans de développement et le rétablissement des institutions de l'État. Ces programmes ambitieux n'auraient pas pu obtenir un succès même partiel sans l'aide internationale tant politique que financière, ou en l'absence des ressources nécessaires.

Nous nous tournons à présent vers la question de l'Iraq. Dans son intervention d'aujourd'hui, le Secrétaire général a mis l'accent sur ce problème. L'ONU doit assumer un rôle prééminent en aidant le peuple iraquien à préserver sa souveraineté, son intégrité territoriale et son indépendance politique. Nous devons permettre au peuple iraquien d'élire son propre gouvernement en toute liberté, de gérer ses propres affaires et de restituer à l'Iraq sa place sur la scène internationale. L'Iraq tient une grande place dans l'histoire.

Je partage la vision que le Secrétaire général nous a présentée dans son intervention de ce matin quant au rôle qui incombe à l'ONU et au Conseil de sécurité, et je m'associe à l'appel à l'unité qu'il a lancé au Conseil de sécurité, car le règlement de la question iraquienne ne saurait être juste et équitable sans une participation réelle de l'Organisation des Nations Unies. L'ONU a permis de réaliser des progrès considérables dans la reconstruction des structures étatiques en Afghanistan, en Sierra Leone et au Timor oriental, sans parler de ses mesures visant à transférer l'autorité aux institutions provisoires d'administration autonome au Kosovo. La mise en place d'un pouvoir et la tenue de deux tours de scrutin qui ont accompagné l'indépendance du Timor oriental font partie des grands succès de l'Organisation des Nations Unies. Mais il reste beaucoup à faire pour maintenir le cap. On pourra y parvenir grâce à une coordination de toutes les organisations et institutions internationales concernées.

Les résultats récemment obtenus avec la tenue d'élections en Sierra Leone et l'appui fourni au Gouvernement pour lui permettre d'étendre son contrôle dans un contexte particulièrement difficile n'auraient pas été possibles sans la volonté politique ni les ressources financières et humaines qui ont été investies dans le pays. Nous sommes satisfaits des progrès accomplis en Afghanistan en ce qui concerne

l'élaboration d'une nouvelle constitution, la préparation des élections et la poursuite de la mise en oeuvre du programme politique de transition qui a été défini à la Conférence de Bonn. Néanmoins, il est de la plus grande importance que le processus constitutionnel et politique soit entièrement dirigé par les Afghans eux-mêmes. Il est primordial que ceux-ci prennent librement les décisions relatives aux questions politiques qui touchent l'avenir de leur pays, comme l'indique la Déclaration de Kaboul. D'autre part, si l'on veut préserver ces acquis, il faut parvenir à relever les défis du même ordre.

Pour terminer, nous devons rappeler combien il importe de respecter la souveraineté des États qui sortent d'un conflit, d'accorder une attention particulière aux conditions spécifiquement nationales, et de permettre à la population de participer à la prise des décisions qui concernent son propre destin. En outre, il est nécessaire que l'ONU apporte à ces pays toutes les formes possibles de concours. Cela aidera à préserver la souveraineté et l'indépendance politique des habitants de ces pays, qui auront ainsi un avenir. À cet égard, je voudrais revenir sur le rôle régional dont l'Ambassadeur Sir Jeremy Greenstock a parlé. Une coopération entre l'ONU et les organisations régionales est nécessaire; le Conseil a déjà tenu une séance spécialement consacrée à ce sujet.

À cet égard, nous voudrions mettre l'accent sur le communiqué final qui a été publié par les pays voisins de l'Iraq à l'issue de leur réunion tenue à Istanbul. Ce communiqué a exprimé l'accord unanime des pays voisins de l'Iraq sur la nécessité de préserver l'unité et l'intégrité territoriale de l'Iraq et sur la nécessité de permettre au peuple iraquien d'élire en toute liberté son propre gouvernement légitime. Le communiqué exposait un certain nombre d'autres principes importants conformes à la Charte des Nations Unies. Nous pensons que ce texte pourra servir de référence lors des consultations du Conseil de sécurité qui auront lieu au moment où celui-ci examinera la question de l'après-conflit en Iraq dans le cadre de sa coopération avec les organisations régionales, compte tenu de l'importance de la dimension régionale dans le cas de l'Iraq et d'autres pays.

Le Président (*parle en espagnol*) : L'orateur suivant est le représentant de l'Afrique du Sud. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Kumalo (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je voudrais féliciter le Mexique du savoir-faire remarquable avec lequel il a dirigé les travaux du Conseil de sécurité pendant le mois d'avril, et je le remercie d'avoir organisé ce débat qui arrive à point nommé. La présence, ce matin, des Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social montre parfaitement à quel point il est nécessaire que tous les organes participent pleinement au règlement des situations d'après conflit.

Nous traversons actuellement des heures cruciales pour la sécurité collective. Depuis plus de 50 ans, l'Organisation des Nations Unies s'emploie à concilier les intérêts des États puissants sans mettre en péril ceux des États plus faibles. Ces dernières semaines, en revanche, ce fragile équilibre entre les intérêts des États s'est trouvé compromis, faisant ainsi apparaître une inégalité entre des États souverains et débouchant sur une hausse de l'insécurité pour tous les États. L'heure est venue pour tous les États Membres de l'ONU de s'employer activement à réagir face à ce déséquilibre dans l'examen des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales. Nous pensons que ce débat devrait avoir lieu à tous les niveaux de l'ONU et qu'il faut de toute urgence s'interroger sur la manière de raffermir le système multilatéral réglementé qui sert de fondement à notre sécurité collective.

L'Organisation des Nations Unies a un rôle vital et fondamental à jouer dans les situations d'après conflit. C'est la seule organisation qui soit à même de conférer une légitimité et une crédibilité à des mécanismes de transition. Au fil des années, l'Organisation des Nations Unies a élaboré des normes et principes afin que l'on puisse trouver des solutions globales et multilatérales aux difficiles situations d'après conflit. Parmi ces principes figurent le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États ainsi que la reconnaissance du rôle majeur que les organisations régionales sont susceptibles de jouer dans les efforts de consolidation de la paix.

Comme le Secrétaire général l'a fait remarquer lors du débat interactif que le Conseil de sécurité a tenu, ce mois-ci, avec les organisations régionales :

« Notre Organisation, malgré tous ses défauts, réels ou supposés, a acquis une expérience sans pareil, ayant à faire face aux crises les plus diverses en apportant des secours

humanitaires à des millions en détresse, en aidant les gens à reconstruire leur pays sur les ruines d'un conflit armé, en promouvant les droits de l'homme et la primauté du droit et par bien d'autres activités, que l'on en vient à considérer comme des éléments essentiels de l'instauration de la paix, du maintien de la paix et de la consolidation de la paix ». (*S/PV.4739, p. 4*)

L'Afrique du Sud estime que le Secrétaire général et son personnel, agissant dans le cadre d'un mandat approuvé par l'ONU, ont la crédibilité politique, les compétences et l'objectivité voulues pour créer un environnement favorable permettrait la consolidation de la paix et la reconstruction après un conflit.

Le Conseil de sécurité a toujours adopté la position de principe que ses responsabilités ne s'arrêtent pas avec la fin des hostilités dans un pays donné. Ses membres ont adopté une vision globale de la sécurité, qui tient compte des questions de développement et de reconstruction. En outre, le Conseil demeure disposé à instaurer des relations de travail avec le Conseil économique et social et les institutions financières internationales, telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Nous pensons qu'en agissant de cette façon, le Conseil de sécurité a contribué de manière positive aux efforts de consolidation de la paix et de reconstruction et nous espérons qu'il poursuivra sur cette voie. Le Conseil est essentiel au succès de la stabilité et de la transition après un conflit. Toutefois, nous espérons que lorsque le Conseil de sécurité examinera le rôle de l'ONU dans les situations d'après conflit, il fera également participer activement les partenaires régionaux et tiendra compte de leurs points de vue, qui peuvent être très importants pour les périodes d'après conflit.

L'Afrique du Sud pense que l'Organisation des Nations Unies a un poids qui, collectivement, est supérieure à la somme de ses parties. Elle a indubitablement enregistré des succès remarquables, mais elle a aussi connu sa part d'échecs. Elle reste l'instrument le plus approprié pour l'instauration d'un environnement favorable dans les zones où règnent conflits et souffrances; un environnement dans lequel les populations pourront façonner leur propre avenir et déterminer leur propre destin.

Le Président (*parle en espagnol*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant du Japon.

Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Haraguchi (Japon) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir pris l'initiative de convoquer cette séance de récapitulation consacrée au rôle de l'Organisation des Nations Unies dans les situations d'après conflit. Le thème que vous avez choisi est à la fois opportun et approprié – opportun, en raison du nombre croissant de situations d'après conflit auxquelles la communauté internationale a été confrontée depuis la fin de la guerre froide, et approprié, parce que ces situations exigent de la part de la communauté internationale autant, sinon plus, d'attention que les conflits eux-mêmes.

Il est un certain nombre de tâches particulièrement importantes qu'il faut entreprendre dans les situations d'après conflit afin de répondre aux besoins humanitaires et de garantir la paix et la stabilité. Il s'agit notamment de répondre aux besoins immédiats des réfugiés et des personnes déplacées et d'encourager leur réinstallation; de restaurer la sécurité intérieure; de désarmer les anciens combattants et de collecter leurs armes; de procéder au déminage; de rétablir les services de base, tels que les soins de santé et l'éducation primaire; de reconstruire les infrastructures de base; de promouvoir une nouvelle administration publique efficace; et d'encourager la réconciliation entre les groupes qui se sont combattus. Je pourrais continuer ainsi longtemps, mais ce qu'il importe de souligner ici, c'est qu'une réponse déterminée de la communauté internationale face à ces problèmes est indispensable. Faute d'y répondre de manière efficace et appropriée, les conflits peuvent facilement recommencer.

Depuis un certain temps, le Japon avance au sein de l'ONU le concept de la sécurité humaine. À mesure que la mondialisation se généralise, il devient de plus en plus difficile de protéger la vie, les moyens de subsistance et la dignité des individus uniquement dans le cadre traditionnel de la sécurité étatique. Cela est particulièrement vrai lorsque l'on a affaire à ce que l'on appelle les « États en faillite » ou les « États manqués ». Dans les situations d'après conflit, l'appareil de l'État est souvent gravement endommagé et hors d'état de fonctionner. C'est précisément dans ces situations-là que des mesures de sécurité humaine appropriées sont nécessaires. Le Conseil se souviendra peut-être que suite à l'initiative prise par mon pays lors

du Sommet du Millénaire, en l'an 2000, la Commission sur la sécurité humaine a été créée. La Commission, qui est co-présidée par Mme Sadako Ogata et le Professeur Amartya Sen, va présenter son rapport définitif au Secrétaire général, et le rendre public, le 1er mai. Lors d'une réunion organisée par l'Académie mondiale pour la paix, en début de semaine, afin d'informer les parties intéressées du contenu de ce rapport, j'ai appris qu'il insiste sur le fait que les tâches de protection et de responsabilisation des personnes en situation d'après conflit sont parmi les plus importantes à entreprendre du point de vue de la sécurité humaine.

Je voudrais faire trois brèves observations sur le rôle de l'ONU dans les situations d'après conflit. Premièrement, le système des Nations Unies dispose d'une vaste expérience dans ce genre de situations, qui le met à même de répondre aux besoins spécifiques de chacune d'entre elles et de contribuer ainsi à la consolidation de la paix. Mais cela ne signifie pas pour autant que les Nations Unies ne soient pas confrontées à de graves défis. Par exemple, à l'intérieur du système des Nations Unies, les responsables de l'aide humanitaire et ceux qui sont chargés de la reconstruction et des activités de développement relèvent d'organismes séparés. En conséquence, la coordination de leurs tâches ne s'est pas toujours faite de manière appropriée. En fait, nous avons à plusieurs reprises été les témoins de situations dans lesquelles une lacune est apparue entre la fourniture de l'aide humanitaire et l'aide à la reconstruction et au développement. Nous devons nous rendre compte que ces deux types d'aide sont indispensables pour les populations en situation d'après conflit. À leurs yeux, il n'y a en effet aucune raison de les planifier et mener à bien selon des politiques et des calendriers différents. Le Japon considère qu'il est essentiel que l'ONU réfléchisse à la manière d'assurer que l'aide est fournie de manière continue et cohérente, à partir de la phase humanitaire jusqu'à celle de la reconstruction et du développement.

Deuxièmement, l'ONU a une responsabilité importante s'agissant d'entretenir l'intérêt et l'engagement de la communauté internationale dans les situations d'après conflit, jusqu'à ce que la paix soit consolidée et que la situation soit stable. Il est peut-être inévitable que la communauté internationale détourne son attention vers un conflit qui viendrait d'éclater dans une autre région. Cependant, une fois que l'ONU,

et en particulier le Conseil de sécurité, aborde les problèmes liés à une situation d'après conflit, elle doit persévérer dans ses efforts afin de garantir la coopération et l'intérêt de la communauté internationale jusqu'à ce que la paix ait été restaurée entièrement et de manière irréversible.

Troisièmement, l'ONU, forte de ses 191 États Membres, est la seule organisation véritablement universelle dans le monde d'aujourd'hui. Une fois qu'elle décide de s'engager activement dans une situation d'après conflit, cette décision est naturellement considérée comme reflétant la volonté de la communauté internationale tout entière. Une telle décision, et la présence de l'ONU sur le terrain qui en résulte, peut contribuer grandement à la réconciliation entre les pays jadis en conflit et leur fournir une base solide sur laquelle elles peuvent oeuvre ensemble à l'édification de la nation. L'ONU est également en mesure de fournir aux États Membres qui souhaitent accorder une aide aux situations d'après conflit, la légitimité nécessaire à cet égard. Nous ne devrions pas oublier que dans les pays qui sortent d'un conflit – de l'Afghanistan à la Sierra Leone et du Timor oriental au Kosovo –, ainsi que dans les pays comme l'Iraq, qui est en train de sortir de l'ombre d'un dictateur cruel, l'aide internationale pourrait être grandement améliorée grâce à la participation active de l'ONU.

M. Wang Yingfan (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais d'emblée vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance. Je me félicite de la participation du Secrétaire général et des Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social au débat d'aujourd'hui. Je les remercie de leurs importantes déclarations.

Les situations d'après conflit impliquent davantage que la réconciliation nationale, l'assistance humanitaire, la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants et la reconstruction nationale. Elles font intervenir les relations avec les pays voisins et la stabilisation de la situation dans les régions concernées. La possibilité pour l'ONU de jouer son rôle dans les situations d'après conflit dépendra essentiellement de la volonté politique des parties au conflit et de leur ferme attachement aux accords de paix. Ce sont là les conditions nécessaires pour que l'ONU puisse assumer son rôle. L'appui constant de la communauté internationale, tant sur le plan politique que par la mise à disposition de ressources, est une garantie importante du maintien de la stabilité et de la

promotion du développement économique après un conflit, vaut tout spécialement pour les régions économiquement sous-développées, l'Afrique en particulier.

En outre, l'ONU doit formuler sans tarder une stratégie globale pour lui permettre de renforcer sa coordination et sa coopération avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales pertinentes, seule façon pour nous de parvenir aux résultats voulus. Il faut également souligner que les situations de conflit à travers le monde sont différentes : une approche unique pour toutes ne saurait guère être efficace; l'ONU devrait au contraire adopter une approche adaptée à chacune de ces situations en tenant pleinement compte des particularités des questions qui sont en jeu et en prenant en considération les vues des pays concernés et des parties au conflit.

À l'heure actuelle, la communauté internationale suit de près les arrangements après conflit et la reconstruction en Iraq, en particulier la façon dont l'ONU jouera son rôle. Comme beaucoup d'autres pays, nous estimons que, du fait que le Conseil de sécurité a adopté une série de résolutions sur les inspections, les sanctions et le programme pétrole contre nourriture en Iraq, la recherche d'une solution à ces questions en Iraq après la guerre exigera une participation et des décisions de la part du Conseil. La participation de l'ONU à la gestion de l'après-conflit et à la reconstruction de l'Iraq nous permettra de mobiliser la communauté internationale afin qu'elle assure les diverses formes d'aide et de coopération dont a tant besoin l'Iraq, où des efforts de reconstruction devront être entrepris dans tous les domaines.

La Chine est favorable à tout programme qui réponde aux intérêts du peuple iraquien et favorise le rétablissement de la paix et de la stabilité en Iraq et dans l'ensemble de la région. Nous sommes convaincus que si nous faisons preuve de souplesse et de réalisme et si nous adoptons une approche constructive, nous pourrions trouver un terrain d'entente et constater que l'ONU, et en particulier le Conseil de sécurité, non seulement doivent, mais aussi peuvent jouer leurs rôles.

M. Tafrov (Bulgarie) : Dans la mesure où tout à l'heure l'Ambassadeur de la Grèce a fait une déclaration au nom de l'Union européenne, déclaration à laquelle mon pays, pays associé à l'Union

européenne, s'est rallié, mes commentaires seront très brefs, comme vous l'avez souhaité, Monsieur le Président.

Je vais commencer par saluer la présence à la table du Conseil du Président de l'Assemblée générale et du Président du Conseil économique et social. Leur présence indique bien la nécessité de mieux coordonner l'action du Conseil de sécurité avec celle des autres organes principaux de notre organisation dans la mesure où la gestion des situations d'après conflit exige une approche intégrée de tout le système des Nations Unies, vu la complexité grandissante des situations auxquelles nous faisons face.

Vous avez voulu, et à juste titre, que nos observations portent sur quatre cas particuliers de situations d'après conflit qui figurent durablement depuis quelque temps à l'ordre du jour du Conseil – le Kosovo, l'Afghanistan, la Sierra Leone et le Timor oriental – et je crois que vous avez eu raison. Il s'agit de quatre réussites en matière de gestion de situations d'après conflit, et je crois que le moment est très bien choisi pour voir à quoi sont dus ces succès sans pour autant nier l'existence de problèmes, voire d'échecs ici et là. Mais je crois que nous sommes tous d'accord : il s'agit de quatre réussites.

Je suis très reconnaissant au Secrétaire général pour son intervention, non seulement pour l'analyse approfondie qu'il a faite des situations d'après conflit et du rôle de l'ONU, mais aussi pour la franchise et la clarté de ses propos. Il est clair que notre débat aujourd'hui a lieu dans le cadre de la situation en Iraq et du rôle possible de l'ONU dans la gestion de cette situation d'après conflit. Cette situation de l'Iraq est quelque part la toile de fond à notre discussion d'aujourd'hui, et le Secrétaire général a eu raison d'en parler.

Je crois que la tâche du Conseil de sécurité consistant à trouver la mesure de son action en Iraq peut bénéficier des leçons que nous tirons de ces quatre cas dont je viens de parler. À quoi est due la réussite relative, assez catégorique en fait, de l'ONU dans ces quatre situations, malgré leurs disparités, comme l'a dit le Secrétaire général?

Et bien d'abord parce que l'ONU est perçue par les peuples concernés, par la communauté internationale, comme une source principale de légitimité et de justice. C'est un fait fondamental que nous ne pouvons pas ignorer. En même temps, si l'on

regarde de près le Kosovo, l'Afghanistan, la Sierra Leone et le Timor oriental, il est clair que la nature même de l'action de l'ONU dans ces quatre situations renforce quelque part le crédit de l'Organisation. Et je voudrais attirer l'attention surtout sur l'action de l'ONU en faveur des institutions démocratiques et des droits de l'homme dans ces quatre cas et ailleurs. Je remercie particulièrement le Président de l'Assemblée générale d'avoir évoqué cette dimension de l'action de l'ONU. M. Kavan, ancien militant des droits de l'homme est, je crois, très bien placé pour en parler.

L'importance que l'ONU attache à cet aspect de son action ne pourrait être exagéré. L'un des points communs qui, je crois, ressort de l'action de l'ONU est de savoir comment gérer l'héritage très lourd et très négatif des situations d'après conflit concernant le passé récent de ces pays qui, très souvent, ont été le théâtre de violations majeures prolongées des droits de l'homme. Je crois que l'ONU a pris position en faveur du refus catégorique de la culture de l'impunité. Je crois que l'aspiration à l'apaisement et à la stabilité ne devrait pas empêcher la recherche de la vérité, afin de permettre à ces sociétés de baser leurs institutions et leur avenir sur des bases saines.

Une autre raison très importante pour la réussite de l'ONU dans cette situation est bien sûr le fait que le Conseil de sécurité, et l'ONU en général, ont su s'adapter aux réalités du terrain. Il s'agit de quatre situations disparates, c'est clair, mais dans chacun de ces cas, le Conseil de sécurité a su façonner le mandat des opérations de maintien de la paix de telle façon qu'il prenne en compte les actes majeurs sur le terrain. Et de ce point de vue, la coopération avec les acteurs régionaux est fondamentale. Je voudrais citer le cas du Kosovo, où la coopération avec des organisations telles que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, par exemple, a été décisive jusqu'à maintenant pour la réussite de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

Par conséquent, fidélité aux principes de la Charte, d'un côté, souplesse et réalisme de l'autre, sont, quelque part, les formules du succès qui – et là je suis complètement d'accord avec le Secrétaire général, une fois de plus – doivent nous guider dans les choix qui seront les nôtres en ce qui concerne la situation en Iraq.

Encore merci, Monsieur le Président, d'avoir choisi ce sujet, qui nous permet d'avoir une discussion franche et interactive.

M. Khalid (Pakistan) (*parle en anglais*) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter d'avoir convoqué cette importante séance de récapitulation.

Nul ne conteste que l'ONU a une importante responsabilité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Dans l'exercice de cette responsabilité, l'ONU a été dotée par la Charte d'une large panoplie de moyens – dont le règlement pacifique des différends, le rétablissement de la paix et le maintien de la paix – pour faire face aux situations de conflit potentielles ou existantes. Parfois, la responsabilité de l'ONU va même au-delà des tâches traditionnelles de rétablissement de la paix ou de maintien de la paix et consiste aussi à veiller à ce que la paix établie à la fin d'un conflit soit viable et irréversible.

Dans de nombreuses situations de conflit de ces derniers temps, tout particulièrement, la difficulté a été non seulement de rétablir la paix, mais également de la maintenir. C'est la raison de l'accent mis par l'ONU sur la consolidation de la paix après les conflits, tant pour mener à bien le processus de paix jusqu'à sa conclusion logique que pour assurer la remise en état socioéconomique et institutionnelle des pays déchirés par la guerre. Nombre des questions les plus souvent traitées de l'ordre du jour du Conseil ont une forte composante d'éléments post-conflit liés aux efforts de maintien de la paix et de rétablissement de la paix déjà en cours, particulièrement au Timor oriental, au Kosovo, en Sierra Leone et en Afghanistan.

Un exemple frappant de l'importance de la consolidation de la paix après un conflit est le cas de l'Afghanistan, où pour l'ONU, et en particulier pour le Conseil de sécurité, la paix est encore à gagner. Le Pakistan, voisin immédiat de l'Afghanistan, attache la plus grande importance au rétablissement de la paix et de la stabilité dans ce pays. Pour réussir en Afghanistan, non seulement l'ONU doit veiller à ce que le processus de paix engagé à Bonn soit mené à bien, mais elle doit continuer de participer à la reconstruction et au relèvement socioéconomique du pays à court, moyen et long termes. Parallèlement, la question de la sécurité, qui sous-tend les deux processus, doit être également résolue. Tant que ces

trois questions ne sont pas abordées simultanément et exhaustivement, et tant que la communauté internationale n'aura pas rempli ses obligations à cet égard, la paix en Afghanistan restera un vain mot.

La situation actuelle en Iraq présente encore une autre difficulté. Le Pakistan a toujours préconisé une politique inspirée de la nécessité de prendre des mesures immédiates pour la sécurité, la remise en état et la reconstruction de l'Iraq et de sa population. Après des années de guerre, de mort et de destruction, la communauté internationale, doit aider à panser les blessures de la population iraquienne et à faire progresser la consolidation de la paix. La participation de la communauté internationale à ce processus, par le truchement de l'ONU, est la meilleure garantie qui soit du respect futur des droits irakiens ainsi que de la reconstruction crédible et de la stabilité durable du pays. Elle permettrait de renforcer la confiance de la communauté internationale dans le système international qui a été mis en place pour prendre soin de ceux qui sont dans le besoin et dans la détresse.

La consolidation de la paix après un conflit est devenue un élément important des missions en cours de maintien de la paix des Nations Unies dans les zones de conflits intra-États. Le Pakistan participe à plusieurs de ces missions. Dans ces missions, comme dans des opérations de maintien de la paix analogues auxquelles il a participé par le passé, les contingents pakistanais ont contribué à aider les communautés locales à sortir du traumatisme de la guerre. Ainsi, en Sierra Leone, le contingent pakistanais a réparé des lieux de culte, des écoles, des hôpitaux et des routes. Il a également construit des complexes sportifs et culturels, des installations de loisirs et des antennes médicales importantes. Voilà quelques-unes des mesures que nos forces de maintien de la paix, et d'autres aussi, à n'en pas douter, ont prises dans le cadre d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies, dans la limite de leurs moyens, pour aider les communautés déchirées par un conflit à reprendre une vie normale. Refermer les blessures d'une société fait partie intégrante, dans ces cas, du rétablissement et du maintien durable de la paix.

La question est souvent posée de savoir où commence l'action de l'ONU au lendemain d'un conflit et où elle doit prendre fin. Par le passé, nous avons vu les conséquences désastreuses que pouvait avoir le retrait prématuré de l'ONU d'une zone de conflit. L'ONU et ses États Membres doivent par

conséquent avoir la volonté politique et financière de maintenir l'effort de paix engagé, que l'on se trouve dans une situation de sortie de conflit ou dans un contexte de prévention de conflit. On ne peut tout simplement pas consolider la paix sans l'action soutenue de l'ONU. L'ONU a donc l'obligation d'examiner chaque différend, chaque situation de conflit sans faire preuve de sélectivité. Une fois que le processus de rétablissement de la paix est engagé, il faut le mener à bien jusqu'à sa conclusion logique.

Un exemple classique dans notre propre région en est la situation au Jammu-et-Cachemire. Il s'agit à la fois d'une situation d'après conflit, au sortir de trois guerres successives, et d'une situation qui risque de mener, si on n'y remédie pas, à un autre conflit aux conséquences potentiellement épouvantables. Il incombe à l'ONU d'assurer le rétablissement de la paix dans la région en permettant à la population du Jammu-et-Cachemire d'exercer son droit à l'autodétermination conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

Je terminerai en citant un vieil adage : « Une paix fondée sur le non-respect des principes n'en est pas une ».

Le Président (*parle en espagnol*) : L'orateur suivant est le représentant de la Géorgie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Adamia (Géorgie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais vous exprimer la gratitude de ma délégation pour avoir convoqué cette séance du Conseil de sécurité, qui permet une large participation des États et des groupes régionaux à la discussion de cette question importante pour la communauté internationale tout entière.

L'expérience de l'Organisation des Nations Unies elle-même montre que dans la plupart des cas, le rôle de l'Organisation dans des situations d'après- conflit est façonnée et structurée par la portée et la nature de sa participation à chaque phase du règlement du conflit. J'irais même jusqu'à dire que la portée de cette participation au règlement des conflits doit être considérée comme le critère de référence permettant de déterminer la réussite ou l'échec du rôle des Nations Unies dans les situations d'après conflit. Il vaut la peine de noter que dans la Charte des Nations Unies,

l'action des Nations Unies dépend au plus haut point de sa rapidité et de son efficacité.

Lorsque ces conditions ne sont pas réunies et que les résolutions des Nations Unies sont bafouées du fait de l'inaction ou d'un manque de volonté ou parfois d'intérêts égoïstes étroits, il en résulte toujours des coûts humains, politiques et sécuritaires. Cette considération fondamentale rend inévitable l'intervention d'un État ou d'un groupe d'États, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales, comme cela a été le cas en Iraq. Je voudrais dire par ailleurs que ces États ont de bonnes raisons morales, politiques et même juridiques d'agir de la sorte.

C'est là le principal enseignement que la communauté internationale a tiré, je l'espère, en Iraq, mais qu'elle n'a pas encore tiré du processus de règlement du conflit dans une région de mon pays – l'Abkhazie. Le plus grand défi qui se pose aux Nations Unies reste ainsi inchangé : comment élaborer et mettre en oeuvre un *modus operandi* efficace, aussi bien dans le règlement des conflits que lors des situations d'après conflit.

L'Organisation des Nations Unies a un rôle important à jouer en la matière eu égard à son expertise et à son expérience uniques dans l'exercice d'un vaste éventail de tâches de consolidation de la paix. L'ONU est particulièrement bien placée pour ce rôle vu qu'elle est capable de forger une coopération allant au-delà des limites institutionnelles, ainsi qu'entre les organisations et les États, ce qui est nécessaire pour trouver des solutions durables à des situations complexes.

Nous sommes convaincus que l'Organisation des Nations Unies doit poursuivre ses efforts soutenus de consolidation de la paix en Afghanistan et en Sierra Leone, et en particulier s'attaquer aux questions urgentes de la sécurité et de la stabilité et ce, par la création et l'accroissement des capacités de l'armée et des forces de police locales. De même, la reconstruction de l'Iraq exige de l'Organisation qu'elle joue un rôle vital, en utilisant ses ressources et ses compétences pour réaliser cet objectif.

À notre sens, l'Organisation aurait grandement intérêt à élaborer des modèles prêts à l'usage, en s'inspirant de son expérience de la participation à des situations d'après conflit, afin de concevoir de nouvelles approches pour l'avenir.

Le Conseil de sécurité assume la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris dans des situations d'après-conflit. Il est donc important que le Conseil s'engage à assurer que ses mandats soient les mieux adaptés possibles pour répondre aux besoins dans des situations d'après conflit et soient pleinement mis en oeuvre.

La gestion par le Conseil de sécurité de la reconstruction de l'Iraq après la guerre pourrait servir d'épreuve de vérité pour nos engagements. Toute tentative visant à manipuler les détails techniques de résolutions adoptées précédemment et donc à empêcher le Conseil de lever les sanctions afin d'ouvrir la voie au lancement du processus de reconstruction de l'Iraq, est inacceptable et il faut donc s'en garder.

Le Président (*parle en espagnol*) : L'orateur suivant est le représentant de l'Égypte. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Aboul Gheit (Égypte) (*parle en arabe*) : La question du rôle des Nations Unies dans des situations d'après conflit prend de plus en plus d'importance à la lumière des données qui caractérisent les conflits internationaux. Il en résulte une responsabilité majeure pour la communauté internationale et nous devons donc tous faire preuve de volonté politique à cet égard.

Le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la consolidation de la paix et le maintien de la paix lors des différentes étapes du règlement des conflits est bien établi et gagne en importance, en particulier au vu des réussites en Angola et au Mozambique, et de sa capacité avérée à faire face à des situations délicates et difficiles, comme au Kosovo, au Timor oriental et en Sierra Leone. Mais ce rôle diffère avec chaque conflit.

L'approche des Nations Unies varie en fonction du mandat qui lui est confié par le Conseil de sécurité. L'expérience sur le terrain montre que l'Organisation a pu, dans une large mesure, développer ses capacités dans la planification, la mise en oeuvre et le commandement des missions de maintien de la paix, et ce, en conformité avec ses différents mandats, qui varient quant à leur portée et à leur nature.

L'Organisation des Nations Unies a réussi à établir des voies de communication avec les puissances et organisations régionales dans les zones de conflit et à assurer leur participation. Même si de nombreuses parties reconnaissent que l'expérience de l'ONU dans

de nombreuses zones de conflit a été positive, il ne faut pas pour autant perdre de vue que l'Organisation continue de faire face à de nombreux défis dans ses efforts. Notamment, certains États donateurs n'ont pas pleinement honoré leurs promesses et engagements en matière de consolidation de la paix dans des États sortant d'un conflit.

Il y a également le déphasage qui existe entre le rythme des réalisations des Nations Unies dans les domaines sécuritaire et politique, et celui de la construction d'infrastructures économiques et sociales dans les pays touchés, en particulier pour ce qui est de l'application de programmes de mise en place de capacités institutionnelles, de désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion des anciens combattants dans la société civile, du déminage, et du jugement des crimes de guerre.

Il est indubitable que la paix est indivisible et que les aspects politiques et sécuritaires, en dépit de leur importance réelle, ne suffisent pas pour constituer un cadre global de consolidation de la paix. Un climat socioéconomique sain est également nécessaire pour développer et perpétuer cette paix.

Eu égard à l'importance attachée au rôle des Nations Unies dans les situations d'après conflit, la question de l'Iraq, avec tous ses développements depuis l'adoption de la résolution 1441 (2002) du Conseil de sécurité et peut-être même avant, représente un défi majeur à la notion d'efficacité du système international contemporain, représenté par l'Organisation des Nations Unies – un défi qui menace encore de saper les principes et normes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. En outre, les défis qui se posent pour l'avenir de l'Iraq après la guerre ne sont pas moins importants et graves que ceux auxquels a été confrontée l'action collective internationale durant la guerre elle-même.

Les positions prises au Conseil de sécurité durant le mois dernier ont montré que la communauté internationale était disposée à traiter avec l'Iraq d'après la guerre. Le Conseil n'a pas manqué, face à la question de l'Iraq et dans le contexte de la résolution 1472 (2003), d'évoquer, dans son préambule, la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ainsi que la responsabilité incombant à la puissance occupante de répondre à tous les besoins de la population lorsque les ressources du territoire occupé sont insuffisantes.

L'Égypte accorde une grande importance à cette question.

L'Égypte a mis en garde contre les risques d'une guerre déséquilibrée bien que ni nos mises en garde ni nos conseils n'aient été entendus. La guerre dévastatrice a toutefois été déclenchée. Aujourd'hui, nous demandons instamment que certaines considérations de principe soient prises en compte pour éviter que d'autres périls ne s'abattent sur le Moyen-Orient. Ces considérations sont les suivantes :

Premièrement, les deux forces de coalition qui contrôlent l'Iraq doivent assurer le plus rapidement la sécurité et la stabilité de ce pays et protéger les vies et la dignité de ses citoyens. Deuxièmement, la communauté internationale doit intensifier ses efforts pour instaurer sans délai un climat propice à la mise en place d'un gouvernement légitime, devant être choisi par toutes les factions du peuple iraquien. Troisièmement, l'occupation doit cesser et les forces étrangères se retirer le plus rapidement possible afin de préserver l'unité, la sécurité et la sûreté de la population iraquienne et de son pays. Quatrièmement, l'ONU doit assumer un rôle essentiel dans la reconstruction de l'Iraq et dans le rétablissement de la sécurité et de la légitimité, compte tenu des répercussions qu'aura la situation dans le pays sur la crédibilité de l'Organisation et de sa Charte et sur le rôle que seront donc amenées à jouer les organisations régionales.

Une dernière question qui mériterait, à notre sens, d'être examinée concerne le fait que, alors même que nous examinons et évaluons l'évolution et le renforcement du rôle de l'ONU dans les situations d'après conflit, nous ne pouvons oublier pour autant que l'ONU, et le Conseil de sécurité en particulier, doit assumer sa responsabilité principale qui consiste à préserver l'humanité du fléau de ces guerres avant qu'elles n'éclatent ou qu'elles ne soient lancées et à protéger les peuples de la destruction de leurs infrastructures, du pillage de leurs ressources et de la perte de leur patrimoine culturel et historique. Malheureusement, la question de l'Iraq constitue un bon exemple à cet égard.

M. Arias (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je voudrais, pour commencer, vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance sur un thème auquel nous accordons une importance considérable.

En effet, à notre avis, le rôle essentiel que joue l'Organisation des Nations Unies dans le maintien de la paix fait de celle-ci un acteur indispensable après les conflits. La phase qui succède à la fin des hostilités est une phase cruciale. Si l'on veut réellement tenter de régler le problème, il faut entreprendre des réformes qui permettront aux pays concernés d'être viables sur le plan économique, politique et social. Il s'agit de procéder à la mise en place et à la consolidation des institutions démocratiques, de créer une force de police et de renforcer la primauté du droit tout en favorisant une économie durable et équitable et une administration responsable et efficace. Il faut, en outre, mettre en oeuvre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants, lutter contre le trafic des armes, en particulier des armes légères, assurer le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs pays et promouvoir les droits de l'homme. Toutes ces actions sont nécessaires si l'on veut asseoir les fondements d'un pays pour qu'il puisse se développer de manière libre, démocratique et pacifique.

Une réflexion articulée autour de la participation des Nations Unies au processus de reconstruction à la suite des conflits nous amène à tirer quelques conclusions. En premier lieu, l'expérience nous a montré qu'une intervention rapide de l'ONU est indispensable. Il convient de réfléchir au mandat de l'ONU au commencement du processus de manière à définir une approche cohérente et stratégique pour l'Organisation prévoyant les difficultés auxquelles elle sera confrontée. Logiquement, cette intervention doit s'accompagner en temps voulu des ressources matérielles et humaines nécessaires sans lesquelles une mission aurait du mal à réussir. Il s'agit là d'un aspect essentiel. Les ressources allouées aux opérations de maintien de la paix disparaissent bien souvent de façon totale et abrupte dès qu'un conflit prend fin, ce qui entraîne des conséquences désastreuses. À cet égard, il est essentiel, pour mettre sur pied la stratégie la plus cohérente et complète possible, d'encourager les contacts entre le Conseil de sécurité et les institutions spécialisées, telles que le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

En deuxième lieu, il est indispensable d'assurer la souplesse voulue dans les modalités d'application, compte tenu de la nécessité de s'adapter à un vaste éventail de situations. Il n'y a pas de structure

uniforme qui puisse s'appliquer universellement aux missions des Nations Unies, qu'il s'agisse de missions de consolidation de la paix proprement dites ou d'opérations de maintien de la paix chargées de la consolidation de la paix, comme la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, la Mission des Nations Unies en Sierra Leone ou l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental. Les impératifs propres à chaque conflit doivent façonner l'action de l'Organisation. En même temps, une telle souplesse est essentielle pour pouvoir adapter le mandat d'une mission aux circonstances changeantes qui entourent le processus. La souplesse est donc nécessaire pour mettre en place des structures permettant la coopération avec les organisations régionales.

Troisièmement et enfin, nous jugeons indispensable que la nature de la participation de l'ONU tout au long de la période d'après conflit puisse évoluer. L'Organisation doit en effet être en mesure d'assumer de nouvelles tâches le cas échéant tout en prévoyant une stratégie de sortie qui permette de réduire progressivement la présence de l'ONU et d'y mettre un terme en laissant aux autorités nationales le soin d'exécuter les tâches qui étaient jusqu'alors assumées par l'Organisation. À cet égard, nous jugeons fort utile de réduire dans toute la mesure du possible la contribution du personnel international tout en renforçant les capacités du personnel local, comme cela a été le cas pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

La conjugaison de ces trois éléments – l'intervention précoce, la souplesse et le caractère évolutif – est indispensable pour que l'ONU joue le rôle qui est le sien après les conflits, ce qui est un impératif fondamental pour éviter la reprise des hostilités.

M. de La Sablière (France) : Je remercie la délégation mexicaine pour l'idée qu'elle a eue d'organiser la séance d'aujourd'hui qui me paraît très utile et venir à point nommé. Nous avons été très heureux d'accueillir aujourd'hui le Secrétaire général, le Président de l'Assemblée générale et le Président du Conseil économique et social qui ont apporté des contributions importantes à notre débat.

Comme j'ai le privilège d'intervenir assez tard dans ce débat, je ne reviendrai pas sur un certain nombre de points et de remarques très pertinentes qui

ont été faites sur les détails de l'expérience de l'Organisation des Nations Unies sur ce sujet très important. J'hésite d'ailleurs à dégager des principes ou des orientations générales car je ne pourrais que répéter beaucoup moins bien ce que le Secrétaire général a fait magistralement en ouverture de notre séance. D'ailleurs, ce qu'il a dit aussi sur l'Iraq mérite toute notre attention et je m'associe pour ma part à ses propos.

Je souhaiterais cependant, à ce stade de notre débat, faire quelques remarques, et d'abord une remarque sur l'évolution dans le temps des travaux de notre Conseil. J'observe que l'implication de plus en plus grande du Conseil au cours de ces dernières années dans la gestion des conflits s'est accompagnée d'une double prise de conscience, à la fois en ce qui concerne l'amont des conflits et la situation d'après conflit.

En amont des conflits, notre Organisation s'est, je pense, progressivement convaincue au contact des faits et des réalités qu'il était indispensable de travailler sur la prévention des conflits. Je me souviens que ce débat sur la prévention des conflits a commencé il y a une dizaine d'années ici, dans notre Conseil, et je constate aujourd'hui que de nombreux progrès ont été faits. Premièrement, une préoccupation constante de notre Conseil, même s'il faut toujours la développer, est d'identifier les signes précurseurs, les causes éventuelles et les facteurs déclencheurs de conflit potentiels pour essayer d'intervenir à temps. Deuxièmement, je constate un souci de mettre en place les mesures qui permettent d'enrayer autant que faire ce peut l'apparition des conflits. Je trouve que notre Organisation a déployé, à ce sujet, un grand effort ces dernières années. En témoignent, par exemple, l'envoi des Représentants permanents ou bien les missions des représentants spéciaux du Secrétaire général ou les missions du Conseil sur le terrain, ainsi que les différents dispositifs d'alerte qui ont été mis en place.

Mais ce que je trouve intéressant, c'est qu'au cours de ces dernières années, il y a aussi eu une prise de conscience – et le débat que nous tenons aujourd'hui en témoigne – sur ce qu'il faut faire en aval, c'est-à-dire après les conflits. Car là aussi, la gestion effective des réalités nous apprend deux choses. D'abord, la plupart du temps, les pays qui sortent d'un conflit sont des pays exsangues. Parfois les potentialités sont réelles mais les conditions économiques, sociales, politiques et humanitaires sont

profondément affectées par la crise. Nous avons le plus souvent à faire à des sociétés qui sont des sociétés traumatisées. Ensuite, et dans ces conditions, ne pas mettre en place une politique d'après conflit qui soit vigoureuse, c'est à coup sûr rester inerte devant les risques d'une rechute inévitable, devant de nouveaux désordres, de nouvelles injustices et donc devant la reprise ou l'aggravation du conflit qui vient d'être résolu. En d'autres termes, s'il n'y a pas une bonne politique d'après conflit, on risque d'assister à la reprise du conflit. Cette expérience, nous l'avons vécue collectivement avec des succès réels, mais il faut le reconnaître, également avec certaines limites. Nous l'avons vu notamment – et cela a été dit à plusieurs reprises aujourd'hui – en Sierra Leone, au Kosovo, d'une certaine façon en Bosnie, au Timor oriental, naturellement en Afghanistan – où M. Brahimi assure un rôle historique – et dans d'autres cas encore.

Il me semble que la question très simple qui se pose devant nous est la suivante : Quelles leçons peut-on tirer pour l'avenir? J'en retiendrai trois. La première, c'est que, malgré tout, le bilan collectif de l'ONU dans la gestion des situations d'après conflit est en réalité assez remarquable. Bien sûr, il est toujours tentant de mettre l'accent sur les défauts et sur les lourdeurs des interventions des institutions internationales. Mais, avec le recul, les résultats de ce que nous avons fait ensemble dans des situations aussi différentes que celles qui prévalaient au Timor oriental, en Afghanistan, en Sierra Leone ou au Kosovo sont impressionnants. Il faut bien sûr améliorer nos méthodes en tenant compte des enseignements tirés, mais il faut aussi avoir conscience de l'étonnant succès qu'a été l'entreprise – relativement récente, comme je le disais tout à l'heure – de gestion des situations d'après conflit par l'ONU.

La deuxième leçon que je tire, c'est que ce qui rapproche les différentes situations que j'ai mentionnées c'est que la clef du succès a résidé dans le caractère global de l'approche qui a été mise en place, à des degrés divers dans chacun de ces cas. Ce qui a permis le succès, c'est la coordination, dans une stratégie d'ensemble, des dimensions sécuritaire, politique, économique et sociale. La dimension humanitaire relève d'une certaine façon d'une autre logique, mais l'approche est cohérente dans les autres domaines.

La troisième leçon, c'est qu'il n'existe pas pour autant un modèle établi qui serait transposable à toutes

les situations d'après conflit. Cela, le Secrétaire général l'a très bien dit dans son propos introductif. Nous savons que chaque situation exige une approche globale, mais nous savons aussi que chaque situation demande une approche spécifique. Nous devons donc bien prendre soin d'appliquer à chaque cas ce qui a conduit au succès de l'intervention de l'ONU dans d'autres cas tout en l'adaptant de manière précise et réfléchie aux données spécifiques de la situation qui se présente.

Voilà, me semble-t-il, quelques leçons que nous pouvons retenir de notre expérience et à partir desquelles je souhaiterais tirer, compte tenu des tâches qui sont devant nous maintenant, trois conclusions.

Première conclusion : ce que l'Organisation des Nations Unies, qui représente la communauté internationale, apporte dans une situation d'après conflit, c'est d'abord une capacité de faire émerger et d'établir cette légitimité qui est essentielle pour renouer des liens sociaux au sein d'un pays déstructuré par un conflit et assurer sa bonne réinsertion dans la société régionale et internationale.

Deuxièmement, ce que l'ONU apporte aussi dans une situation d'après conflit, c'est une expertise absolument unique, compte tenu de la diversité des métiers qu'offrent l'Organisation et ses institutions et compte tenu de l'expérience qu'elle a maintenant acquise sur des théâtres aussi variés que complexes.

Troisième conclusion : ce qu'offre, enfin, l'ONU dans les situations d'après conflit, c'est un effet d'entraînement pour les pays donateurs comme pour les institutions financières internationales.

Il me semble que ce sont ces différents éléments que les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne avaient à l'esprit lorsqu'ils ont adopté leur déclaration sur l'Iraq à Athènes, le 16 avril. Cette déclaration énonce des propositions sur un certain nombre d'aspects du dossier iraquien. Elle indique en particulier que l'ONU doit jouer un rôle central y compris dans le processus conduisant à la détermination d'un peuple indépendant pour le peuple iraquien, en utilisant son expérience et sa capacité unique dans la gestion d'après conflit.

M. Williamson (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais vous remercier d'avoir organisé ce débat de synthèse du Conseil de sécurité sur les situations d'après conflit,

qui est un bon moyen de poursuivre et d'affiner le débat que nous avons eu au sein du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, il y a plusieurs semaines de cela. Je remercie le Secrétaire général de ses remarques très intéressantes.

Les réformes proposées dans le rapport Brahimi n'ont toujours pas été pleinement mises en oeuvre. Si le présent débat peut contribuer à faire progresser certaines de ces propositions, cette séance du Conseil de sécurité aura été très utile. Les réformes Brahimi offrent un bon point de départ à la discussion parce qu'elles s'inspirent de la longue et riche expérience que l'Organisation des Nations Unies a accumulée au fil des années dans ses différentes entreprises de maintien de la paix. Pour des raisons évidentes, on a pris soin de mener cet exercice sans empiéter sur le rôle du Conseil de sécurité en ce qui concerne la prise de décisions politiques.

Au cours des 58 années qui se sont bientôt écoulées depuis la signature de la Charte des Nations Unies, il y a eu, d'après nos calculs, 202 conflits armés impliquant 114 nations. Ces conflits ont coûté la vie à plus de 27 millions de personnes. L'ONU est intervenue après le conflit dans un nombre limité de cas avec des degrés de succès très variables. Il suffit d'examiner quelques-uns de ces conflits pour comprendre que le rôle de l'ONU varie considérablement d'une situation d'après conflit à une autre.

Monsieur le Président, dans le document officiel très utile que vous avez distribué jeudi dernier, vous nous proposez d'examiner le rôle de l'ONU en Afghanistan, au Kosovo, au Timor oriental et en Sierra Leone. Avant d'aborder le rôle de l'ONU au sortir de ces conflits, je voudrais faire une remarque concernant ces conflits eux-mêmes. Ma délégation partage l'opinion du Secrétaire général Annan selon laquelle chaque conflit est unique.

J'ajouterais, comme corollaire de ce principe, que le rôle de l'ONU et d'autres organisations internationales et régionales, varie également selon les cas. Si nous comparons les conditions de base en Afghanistan, une nation de 25 millions de personnes ayant des origines ethniques et linguistiques très diverses, avec celles du Timor oriental, une nation de moins d'un million de personnes sans divisions tribales ou ethniques importantes, nous comprenons rapidement pourquoi le conflit en Afghanistan était tout

à fait différent de celui au Timor oriental et pourquoi les structures d'après conflit établies par l'ONU étaient distinctes, elles aussi.

Ces différences montrent que l'ONU doit adapter sa participation à chaque cas concret. L'ancien Secrétaire général Dag Hammarskjöld a un jour déclaré que dans les situations de conflit, l'ONU doit faire confectionner une solution sur mesure adaptée aux circonstances. Cette souplesse a été institutionnalisée dans le processus de réforme Brahimi. Elle ne représente pas une faiblesse, mais au contraire un atout attribuable à la nature dynamique de l'ONU elle-même, qui englobe les intérêts nationaux de ses États Membres et en subit l'influence.

S'étant penchée sur plus de 60 conflits, l'ONU peut se prévaloir d'une expérience de plus en plus importante en matière de situations d'après conflit et les enseignements qui en ont été tirés. Cette expérience cumulée constitue, en quelque sorte, un éventail pratique de solutions qui peuvent être appliquées à des problèmes spécifiques.

Cette souplesse découle, en partie, de la compréhension de ce que l'ONU peut et ne peut pas faire. Nous ne renforçons pas l'ONU, ni le Conseil de sécurité et nous ne contribuons pas à restaurer la paix après un conflit lorsque nous faisons des promesses intenables, suscitons des attentes irréalistes ou lorsque nous dépassons la capacité de l'ONU à jouer son rôle sur le terrain.

Ma délégation tire plusieurs enseignements du rôle de l'ONU en Sierra Leone et dans d'autres situations d'après conflit en Afrique. L'un de ces enseignements, par exemple, est la nécessité de trouver un mécanisme de coordination et de suivi pour les groupes de donateurs et pour l'élément de réintégration de tout programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) entrepris dans le cadre du processus de paix après le conflit. Deuxièmement, il faut assurer une coordination efficace de l'aide humanitaire entre les opérations de maintien de la paix, les institutions d'aide internationale et les organisations humanitaires au fur et à mesure que l'on passe du maintien de la paix à la reconstruction après le conflit et au redressement. L'ONU a des compétences uniques pour assurer cette coordination dans un environnement d'après conflit, en utilisant les directives politiques que lui donne le Conseil de sécurité ou les orientations que lui fournissent les principales forces de sécurité sur le

terrain – dans le cas de la Sierra Leone, par exemple, l'armée britannique, qui a assuré la sécurité dans les circonstances immédiates qui ont suivi la fin du conflit.

La Sierra Leone nous donne également des indications quant au rôle de l'ONU en matière de coordination des questions humanitaires clefs dans un environnement d'après conflit. La manière dont l'ONU et la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) ont répondu aux besoins humanitaires des réfugiés et des personnes déplacées en Sierra Leone fournit des enseignements utiles. Dans le cas de la MINUSIL, l'aide fournie a été ciblée, dynamique et limitée au mandat. C'est ainsi que les choses doivent se passer. La tâche première d'une opération de maintien de la paix est d'appuyer un processus politique, même durant la période qui suit la fin du conflit. Le Conseil a décidé d'autoriser la MINUSIL à participer à l'intervention humanitaire internationale en Sierra Leone, seulement après avoir obtenu des explications claires sur le rôle que la Mission pouvait jouer et après qu'il ait clairement été établi qu'elle avait des compétences uniques qui ne feraient pas double emploi avec une quelconque autre organisation.

Un autre enseignement tiré de l'aspect humanitaire de la question est l'importance qu'il y a à diffuser des directives explicites sur le rôle des différentes institutions des Nations Unies et des organisations non gouvernementales. Il est également important de disposer de mécanismes clairs pour répondre aux problèmes de chevauchement des mandats entre les activités des organisations non gouvernementales et des institutions des Nations Unies. Nous avons constaté les avantages de telles directives dans l'accord passé entre le Haut Commissariat pour les réfugiés et la MINUSIL concernant l'utilisation des moyens de l'opération de maintien de la paix pour transporter les réfugiés.

Dans le domaine de la justice de transition, qui est très important pour permettre le passage d'une société d'après conflit à une société pacifique et durable, la Sierra Leone constitue aussi un exemple fondamental. La Commission Vérité et réconciliation procède actuellement à des auditions et permet ainsi à la vérité de sortir au grand jour. Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone vient, quant à lui, de procéder à ses premières inculpations contre les personnes accusées d'avoir commis les pires crimes contre l'humanité. Si ces deux institutions judiciaires de transition réussissent dans leur tâche, le Conseil de

sécurité pourra en tirer des enseignements importants afin de faire progresser cette question essentielle de la justice de transition.

S'agissant du Timor oriental, une nation au territoire de petite taille et à la population modeste, l'Australie a joué le rôle indispensable de pays chef de file pour faire passer le pays de la guerre à la paix et à l'indépendance. L'ONU a joué un rôle pivot dans l'organisation des élections et la communauté des donateurs, en collaboration avec l'ONU, s'est montrée généreuse. Afin de construire une société durable au Timor oriental, il fallait édifier les institutions de la société civile, en construisant les bâtiments du gouvernement aussi bien que des écoles, en formant les enseignants, et en mettant sur pied une force de police bien formée et de taille suffisante. Le rôle central joué par l'ONU a été extrêmement important à toutes les étapes de la situation qui ont suivi le conflit. Le succès de la population du Timor oriental, aidée par l'ONU et les bailleurs de fonds, est très important et porteur d'espoir.

Au Kosovo, après que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord eut recouru à la force armée pour mettre un terme au génocide des Kosovars d'origine albanaise, l'ONU a joué un rôle majeur dans la société d'après conflit, avec l'appui inappréciable de l'Union européenne et de l'ensemble de la communauté des donateurs. Le Conseil de sécurité s'est réuni sur le Kosovo il y a de cela quelques jours seulement. L'ONU a favorisé cette situation d'après conflit. L'objectif d'un Kosovo stable et pluriethnique est un objectif très digne et très important. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son dernier rapport sur le Kosovo, et comme nous l'avons dit autour de cette table, des défis majeurs restent à relever au Kosovo. Le transfert des pouvoirs, modéré par la réalité sur le terrain, doit se poursuivre. Le développement des institutions provisoires d'autonomie doit progresser. Les droits de l'homme de tous les groupes ethniques, y compris leur liberté de mouvement, doivent devenir une réalité. Le travail n'est donc pas achevé au Kosovo, mais les États-Unis sont persuadés que la Mission des Nations Unies au Kosovo sera un succès. Toutefois, l'attention et la participation constantes du Conseil de sécurité dans le Kosovo d'après-guerre sont nécessaires.

En Afghanistan, les forces de la coalition ont mis fin au règne des Taliban. L'Afghanistan était devenu non pas un État qui cautionnait le terrorisme, mais un gouvernement qui était l'otage des terroristes. Ces

temps sont révolus. L'ONU joue le rôle clef de coordonnateur alors que diverses nations ont pris en charge la reconstruction de l'Afghanistan d'après-guerre dans différents domaines, comme l'Italie dans le domaine judiciaire, le Royaume-Uni s'agissant de l'élimination des drogues illicites, l'Allemagne pour la formation de la police, le Japon en matière de désarmement, démobilisation et réinsertion, et, avec l'aide et l'appui des Français, les États-Unis concernant la formation de l'armée nationale afghane. Il s'agit d'un modèle tout à fait différent de celui du Kosovo et, grâce à la direction du Secrétaire général, M. Kofi Annan, et au talent et à la compétence remarquable du Représentant spécial du Secrétaire général, l'Ambassadeur Brahimi, la reconstruction de l'Afghanistan après le conflit est clairement sur la voie du succès, sur le plan politique, en termes de reconstruction proprement dite, et dans d'autres domaines.

Étant donné que plusieurs de mes collègues ont soulevé la question de l'Iraq, je voudrais rappeler certains des principes clefs de la politique des États-Unis sur cette question. Les armes de destruction massive de Saddam Hussein ne menacent plus désormais la paix et la sécurité internationale. La coalition a libéré le peuple iraquien de la tyrannie brutale du régime de Saddam Hussein. Les temps des disparitions par milliers sont révolus. La pratique de la torture fait désormais partie du passé. Les temps ne sont plus où les armes chimiques étaient utilisées contre les Kurdes irakiens et où les Chiites irakiens du sud étaient victime de génocide. Révolus sont aussi les temps où les droits de l'homme étaient bafoués.

La coalition a libéré le peuple iraquien d'une tyrannie brutale. La coalition travaille maintenant sur le terrain pour faire en sorte que le peuple iraquien reçoive l'approvisionnement indispensable à la vie quotidienne, notamment la nourriture, l'eau et les médicaments, jusqu'à ce que l'Iraq redevienne un membre autonome de la communauté mondiale.

L'ONU peut jouer un rôle fondamental en Iraq après le conflit. Heureusement, les prédictions annonçant une catastrophe humanitaire, voire une crise humanitaire, ne se sont pas avérées. La coalition travaille également avec la population iraquienne pour faciliter la reprise. Nous sommes attachés à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Iraq, ainsi qu'à un Iraq débarrassé des armes de destruction massive et vivant en paix avec ses voisins.

La coalition ne restera pas en Iraq plus longtemps que nécessaire. Un Gouvernement iraquien choisi par le peuple iraquien et au service du peuple iraquien, c'est là l'objectif des États-Unis et de ses partenaires dans la coalition.

Je voudrais terminer mes remarques par un autre point dont je constate qu'il est souvent omis dans les débats publics : la volonté des gouvernés. Nous ne devons pas perdre de vue le fait que c'est la population elle-même qui définit le mieux ses attentes et ses besoins dans un environnement d'après conflit. À l'heure où la communauté internationale tend la main pour venir en aide à une population dans le besoin, l'une de ses premières tâches doit être de s'efforcer de doter cette population d'une voix, une voix qui permettra à cette population d'articuler ses propres souhaits concernant ce qui va suivre. Aider les populations à trouver leur voix est particulièrement important dans les cas où un nouveau modèle de gouvernement est mis en place, comme c'est le cas de tous les modèles qui ont été cités aujourd'hui dans votre non-document, Monsieur le Président, et dans le débat que nous avons eu.

Le Président (*parle en espagnol*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de l'Indonésie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Hidayat (Indonésie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, c'est pour moi un plaisir que de pouvoir participer à ce débat de synthèse tenu sous votre présidence et de contribuer au débat sur le thème du rôle de l'ONU dans les situations d'après conflit. L'examen de ce thème très important au Conseil, sous la présidence du Mexique, atteste son sens élevé des responsabilités ce que nous apprécions au plus haut point.

La première tâche de l'ONU, reste la paix. Lorsqu'un conflit éclate, l'objectif est toujours le même : réaliser la paix aussi rapidement que possible, avec un minimum de victimes et de destructions. Dans une situation d'après conflit, le maintien de la paix et de la sécurité, valeur importante en soi mais également condition préalable au développement, est – et devrait être – la préoccupation prioritaire des États Membres et de ma délégation.

De l'avis de ma délégation, la priorité de premier rang dans une situation d'après conflit est de répondre aux besoins humanitaires des populations. Les besoins

en aliments, eau, soins médicaux, sécurité et logement ne sauraient attendre jusqu'au lendemain ou être retardés par de longs discours. En tant que principale organisation humaine, nous devons répondre aux besoins humanitaires à temps et de manière organisée. Cela doit être la norme acceptable minimum de base, et une telle intervention doit se faire sans débat ni retard.

Parmi les diverses compétences mises à la disposition de la communauté internationale à l'ONU, celles relatives à l'aide humanitaire et au maintien de la paix doivent figurer parmi les plus importantes, étant donné le grand nombre de crises auxquelles l'Organisation a dû faire face au cours des 50 dernières années. À notre avis, ces compétences, ces capacités et cette mémoire institutionnelle ne sauraient être excessives. L'ONU doit continuer à les développer et à les maintenir afin de pouvoir en disposer et les mettre au point pour les déployer où et quand cela sera nécessaire.

Ma délégation reconnaît que chaque conflit et donc, chaque scénario d'après conflit, est différent. La capacité qu'a l'ONU de tirer les enseignements de chaque expérience et de se préparer à tout scénario concevable en étudiant et en assimilant les enseignements du passé est l'une des plus grandes forces de notre organisation, et nous devons en tirer profit.

C'est sur la réponse aux besoins humanitaires immédiats de chaque conflit que reposent les bases du règlement du conflit et de la consolidation de la paix, et l'ONU doit toujours veiller à appliquer et à mettre en oeuvre ses mandats de manière cohérente. L'une des contributions les plus décisives de l'Organisation est d'aborder un conflit ou ses suites en s'y engageant en tant qu'arbitre mais sans créer de controverse. Il est de la plus haute importance que l'ONU, dans chaque situation, soit perçue comme une véritable amie tendant une main secourable, et non pas comme un organe extérieur animé d'intentions suspectes. L'ordre du jour de l'ONU ne doit jamais dévier de ce qui est énoncé dans la Charte de l'Organisation ou dans les résolutions.

L'expérience nous enseigne que la difficulté inhérente à un règlement politique implique souvent une participation importante de l'ONU, non seulement pour créer les conditions permettant aux ressortissants et aux groupes de se réunir pour régler leurs différends, mais aussi pour participer aux négociations et définir

de nouvelles structures et orientations. Là encore, la capacité qu'a l'ONU de se préparer à ces événements et de travailler avec les populations de façon équitable et impartiale en faisant preuve d'autorité est l'une de nos plus grandes forces, et c'est jalousement que nous devons la maintenir et la renforcer. Si les populations en situation de conflit n'ont pas le sentiment que l'ONU est forte, unie et impartiale, elles ne pourront pas s'en remettre à elle pour participer aux négociations ou les superviser.

J'ai évoqué la nécessité pour l'ONU d'être toujours prête et de compter sur son expérience pour faire face aux défis potentiels qui se posent dans des situations d'après conflit. Par ailleurs, chaque situation étant différente, des erreurs, non intentionnelles, sont toujours possibles au niveau de mandats spécifiques ou de leur application. Ma délégation espère que, lorsque le Conseil de sécurité crée, modifie ou examine périodiquement des mandats relatifs à des situations d'après conflit, il se rappellera toujours les différences subtiles ou non qui existent dans des situations de conflit, ainsi que les contextes politiques et culturels dans lesquelles elles se déroulent. Si nous ne sommes pas conscients de ces problèmes et de ces nuances, il ne sera pas possible de prendre les décisions permettant d'assurer le succès de nos entreprises ou d'empêcher le retour à des situations de conflit.

Enfin, dans chaque situation d'après conflit, il est indispensable que l'ONU appuie les programmes de développement et garantisse un accès égal de toutes les parties afin qu'elles puissent bénéficier de ces programmes. Compte tenu du lien bien établi entre la paix et le développement, cette approche doit être fidèlement défendue en tant que norme, afin de pouvoir décourager l'émergence de nouveaux conflits.

Le Président (*parle en espagnol*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant du Canada. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Heinbecker (Canada) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance très intéressante, et je vous félicite pour la manière dont vous avez dirigé le Conseil ces 30 derniers jours.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

L'ONU a montré son efficacité et même son rôle indispensable dans l'évolution de la situation d'après conflit au Mozambique, au Guatemala, en Afghanistan,

dans les Balkans et en beaucoup d'autres endroits. Elle a guidé et supervisé les changements politiques, notamment la démocratie et la gouvernance, en Bosnie, au Kosovo et au Timor oriental. Elle a maintenu à l'ordre du jour du changement les questions et les intérêts concernant les femmes alors que ces questions risquaient d'être reportées à un avenir fort improbable dans des endroits tels que l'Afghanistan, le Kosovo et le Timor oriental. Elle a protégé les enfants dans les conflits et après les conflits, comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) nous l'a récemment rappelé.

L'ONU a apporté la justice aux opprimés grâce aux Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda et au nouveau tribunal pour la Sierra Leone. Dans chaque cas, le rôle central de l'ONU a été différent. Comme l'a dit ce matin le Secrétaire général, M. Kofi Annan, chaque conflit est différent, chaque situation d'après conflit est différente, et chaque modèle d'intervention de la communauté internationale sera différent.

En Iraq, nous sommes confrontés à un défi d'après conflit immédiat sur le plan humanitaire et de la reconstruction. C'est dans l'intérêt de chacun, en particulier du peuple iraquien, de veiller à ce l'Iraq devienne un État économiquement viable, politiquement stable et entièrement autonome, respectueux de l'état de droit, des principes démocratiques et des normes internationales.

Les pays de la coalition qui contrôlent actuellement le territoire iraquien ont les responsabilités distinctes, en tant que puissances occupantes, de maintenir l'ordre et la sécurité, de protéger les civils et de fournir les services essentiels. La communauté internationale en général – et particulièrement l'ONU et les institutions financières internationales – a également un rôle indispensable à jouer.

Si des systèmes d'assistance humanitaire ont bien été mis en place, il est cependant nécessaire d'établir un cadre permettant à la stabilisation et à la reconstruction de l'Iraq de bénéficier d'une plus grande participation et d'un meilleur appui. L'ONU a une expérience et des compétences très importantes en la matière, qui peuvent, et devraient, être mises à profit en l'occurrence. L'ONU et ses institutions ont été très présents en Iraq depuis la première guerre du Golfe et possèdent une compréhension approfondie de la

situation de l'Iraq et des difficultés qu'il aura à surmonter. L'ONU prend une part active, par le truchement de ses institutions et de ses ressources sur le terrain, au travail d'assistance humanitaire, à laquelle il apporte une contribution bien nécessaire. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial, toutes ces institutions connaissent l'Iraq. Nous devons tirer parti de l'étendue et de l'importance de leur action et définir comment nous pouvons au mieux continuer de profiter de leur expérience et de leur savoir-faire.

En Iraq, comme dans tous les pays sortant d'un conflit, notre objectif primordial à tous doit être de répondre aux besoins de la population et de l'aider alors qu'elle cherche à retrouver sa stabilité, à relever et à reconstruire le pays. À ces fins, nous nous devons d'agir en souplesse et avec pragmatisme. Le Canada, quant à lui, mettra les intérêts du peuple iraquien au centre de toutes ses décisions. Il a débloqué environ 75 millions de dollars pour les secours humanitaires et la reconstruction, dont quelque 45 millions ont déjà été déboursés. Le Premier Ministre, M. Chrétien, a annoncé hier que le Canada allait utiliser également les trois avions de transport qu'il a envoyés dans la région pour l'aide aux premiers efforts humanitaires et de reconstruction. Le Canada est également prêt à mettre des fonctionnaires de police et de justice à disposition pour fournir assistance et conseils sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité, et nous sommes également prêts à puiser dans certaines de nos unités sélectionnées de l'équipe canadienne d'intervention en cas de catastrophe, si nécessaire.

Nous nous devons également de faire encore deux observations. La première peut être tirée du Kosovo : ne tirons pas d'enseignements trop précoces; il faut attendre que les choses se calment. Et deuxièmement, n'oublions pas les crises en Afrique. La pauvreté, le VIH/sida et la sécheresse tuent toujours là-bas, loin des yeux des médias. Les populations ont tout autant besoin de notre aide d'urgence aujourd'hui qu'elles en avaient besoin le 19 mars : elles ne sont pas moins vulnérables depuis la guerre en Iraq. Assurons-nous qu'elles ne le deviennent pas encore plus.

M. Pleuger (Allemagne) (*parle en anglais*) :
Merci, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance de récapitulation, qui vient à point nommé pour traiter une question de cette importance. Avec elle arrive à son terme une présidence dont vous avez su

relever les défis avec maestria et professionnalisme, ce dont nous vous savons gré.

Nous nous félicitons de la présence au début de ce débat du Secrétaire général ainsi que des Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, dont nous saluons les importantes déclarations. Ma délégation voudrait s'associer à la déclaration faite tout à l'heure par la Grèce au nom de l'Union européenne.

Le sujet de la séance d'aujourd'hui ne pouvait pas être plus d'actualité. Depuis la fin de la guerre froide, les opérations de paix des Nations Unies sont devenues de plus en plus complexes. Aujourd'hui, elles comprennent non seulement le maintien de la paix classique mais aussi toute une panoplie de mesures destinées à la reconstruction des pays – parfois de toute une région – frappés par un conflit violent. L'objectif est évidemment de consolider la paix et de prévenir une reprise des conflits. Les cas traités ce mois-ci par le Conseil de sécurité témoignent de cette évolution. Que ce soit dans les Balkans, en Afrique de l'Ouest, en Afghanistan ou en Iraq, la consolidation de la paix comme élément central d'ordre après un conflit est le grand défi que nous devons relever.

Les efforts pour trouver une solution autre que militaire en Iraq ont échoué. La confusion règne dans des régions entières du pays. Des millions de personnes ont besoin de recouvrer des services élémentaires pour recommencer à vivre un peu plus normalement. Nous devons commencer la consolidation de la paix en Iraq en apportant les secours humanitaires les plus urgents aux personnes qui ont eu à souffrir des conséquences du conflit et en permettant à une population qui a subi des décennies de dictature et trois guerres de connaître de nouveau la paix et la sécurité. Le Conseil de sécurité, je pense, a bien géré cette phase en adoptant à l'unanimité les résolutions 1472 (2003) et 1476 (2003), toutes résolutions qui sont nécessaires d'urgence pour empêcher la rupture de l'approvisionnement en biens humanitaires essentiels. De même, l'ONU a lancé un appel de fonds urgent pour permettre aux organismes de commencer leurs programmes humanitaires.

Une phase initiale importante de tout effort de consolidation de la paix est la mise en place d'un processus politique, qui nécessite la coopération des parties belligérantes et la volonté de la population concernée et qui tienne compte de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays, en vue d'établir une

autorité légitime et de reconstruire l'infrastructure. Dans le cas de l'Afghanistan, la Conférence de Petersberg, tenue sous l'égide de l'ONU, qui a engagé ce processus, pourrait servir de modèle pour l'avenir. En septembre prochain, les Afghans, espérons-le, convoqueront une loya jirga et adopteront une nouvelle constitution, qui marquera une nouvelle étape sur la voie de la construction d'une nation libre et stable.

Cette tâche n'est pas facile. Chaque crise est différente, comme l'ont dit aujourd'hui le Secrétaire général et le représentant des États-Unis; il n'y a pas de panacée applicable à tous les conflits. Néanmoins, nous pensons que la consolidation de la paix nécessite une stratégie complète comprenant les éléments suivants : le rétablissement de la sécurité, avec notamment un programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion; la mise en place d'un processus politique débouchant sur des institutions légitimes et la reconnaissance de la communauté internationale; le développement économique, comprenant les questions d'infrastructure et d'environnement; la justice et la réconciliation; et le développement social.

La consolidation de la paix ne peut réussir que si elle bénéficie du soutien général de la communauté internationale, et en particulier de la région touchée. Ce que nous avons entendu sur le conflit en Côte d'Ivoire le démontre, je crois. Un conflit dans un pays peut provoquer la déstabilisation de toute une région. Par conséquent, pour pouvoir régler ce conflit, il faut également avoir l'assentiment et l'appui de la région. Ce n'est que si le travail réalisé est accepté par une large majorité de la population de la zone de conflit que nous pourrions envisager une solution durable et viable à la menace qui pèse sur la paix et la sécurité internationales.

Par conséquent, l'Allemagne est convaincue que l'ONU et le Conseil de sécurité sont les mieux à même de gérer et de réaliser cette tâche. L'ONU, seule Organisation universelle responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales – a la capacité, la légitimité et la crédibilité voulues pour ce faire. Les capacités de l'ONU dans ce domaine doivent être pleinement mises à profit et encore développées. Au cours des 10 dernières années, l'ONU a acquis une expérience unique dans ce domaine.

Cette tâche de l'ONU n'exclut pas, bien entendu, le travail d'autres acteurs sur le théâtre d'opérations :

les organisations internationales et régionales, les organisations non gouvernementales, les États Membres et bien sûr les institutions financières internationales. Au contraire, la complexité des besoins et le niveau élevé des ressources requises rendent nécessaire un rassemblement des organisations non gouvernementales, des États Membres, des institutions financières internationales et des organisations régionales importantes autour de la tâche de consolidation de la paix. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, par exemple, a joué un rôle important dans le Caucase et hier encore, nous avons entendu des exposés remarquables des Ministres des affaires étrangères des États Membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au sujet de leur rôle en Côte d'Ivoire. Les organisations non gouvernementales et d'autres acteurs ont un rôle essentiel à jouer en collaboration avec l'ONU, en particulier dans le domaine humanitaire.

La consolidation de la paix après les conflits est en même temps un exercice de prévention des conflits. Elle permet de prévenir la résurgence des anciens conflits ainsi que l'émergence de nouveaux conflits résultant de l'instabilité et de l'insécurité. La consolidation de la paix est donc un élément indispensable de la gestion des crises dont les trois dimensions sont la prévention des conflits, la gestion des conflits et la consolidation de la paix après les conflits.

La prochaine présidence devra faire face à un certain nombre de tâches difficiles. Il appartiendra au Conseil de s'assurer que la paix est rétablie en Iraq afin qu'il reste stable et que le cadre juridique pour administrer ce pays, ses ressources et ses besoins en matière de reconstruction est mis en place. Les droits légitimes du peuple iraquien devront être protégés. Comme le Secrétaire général l'a souligné, le Conseil de sécurité aura à prendre des décisions difficiles sur un certain nombre de questions – des sanctions, de « programme pétrole contre nourriture » et le système d'inspections ainsi que les problèmes d'une autorité légitime et de la prise de décisions au nom du peuple iraquien.

Nous pensons que l'Organisation des Nations Unies, en particulier le Conseil de sécurité, doivent jouer un rôle central dans le rétablissement de la paix, de la stabilité et de la prospérité en Iraq, comme les chefs d'État et de gouvernement des États membres de

l'Union européenne l'ont récemment indiqué à leur Sommet d'Athènes. Nous espérons sincèrement que le Conseil de sécurité surmontera ses divergences passées et qu'il retrouvera sa vision commune, par souci de légitimité et d'efficacité et pour assurer le bien-être du peuple iraquien.

En remerciant la présidence mexicaine pour un travail bien fait, je voudrais également souhaiter à la nouvelle présidence plein succès dans le traitement des questions difficiles inscrites à notre ordre du jour.

M. Valdés (Chili) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, je voudrais d'abord vous remercier d'avoir convoqué cette réunion, qui nous donne l'occasion d'examiner au Conseil de sécurité une question extrêmement importante et pertinente pour la communauté internationale dans son ensemble et avec les représentants de diverses régions, à savoir le rôle des Nations Unies dans des situations d'après conflit. Cette séance parachève également l'excellente présidence du Conseil durant le mois qui s'achève aujourd'hui. Nous voudrions également exprimer notre gratitude pour la participation du Secrétaire général et des Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social à la séance d'aujourd'hui.

Le maintien de la paix et de la sécurité, le règlement pacifique des différends et la réalisation d'un désarmement général et complet sont des principes universellement reconnus de l'ONU. Comme cela a été répété ce matin, l'une des plus importantes fonctions assumées avec de plus en plus d'intensité par l'ONU dans ce domaine au cours des dernières années a été son action après les conflits, qui a acquis un élan, une gravité et une fréquence particulières dans diverses régions du monde. À cet égard, il convient de rappeler la nature globale et intrinsèque propre à toute situation d'après conflit.

Nous devons partir de l'hypothèse que l'ordre préexistant a été exclu ou éliminé à la suite des morts, de la destruction de biens et du traumatisme social causés par le recours à la violence des parties impliquées dans un conflit d'intérêts. Les sociétés touchées ont besoin qu'un nouvel ordre soit établi, qui empêchera avant tout un retour au conflit. Une telle action nécessite la mise en place d'un centre de pouvoir légitime qui exprime l'autodétermination de son peuple. Elle exige également une reconnaissance internationale permettant sa pleine intégration au sein de la communauté des nations. Cette société, ce régime

ou ce nouvel ordre devront donc jouir d'une légitimité internationale.

C'est dans ce genre de situation que l'Organisation des Nations Unies s'est efforcée, au cours de sa brève histoire, de jouer un rôle décisif par l'entremise du Conseil de sécurité. Elle cherche à le faire en surveillant les accords de cessez-le-feu et en créant des forces de maintien de la paix, et en mettant en place des opérations plus complexes et plus exigeantes, y compris pour l'administration efficace de territoires en proie à un conflit. Dans certains cas, cela comprend la mise en place des fondements nécessaires à la création des capacités institutionnelles d'un État. L'ONU a agi ainsi en tant qu'institution unique et irremplaçable, agissant au nom de toute la communauté internationale et forte de l'autorité et du mandat issus d'une Charte universellement acceptée et respectée, et au nom de l'ensemble de la communauté internationale.

Toutefois, nous savons bien que les résultats au cours des années ont été variables. Depuis le déploiement des opérations de maintien de la paix après la période coloniale – à partir de 1958 – jusqu'aux 40 missions de maintien de la paix, déployées entre 1988 et 1999, les Nations Unies ont connu autant de succès que de revers. Les exemples de l'Angola, du Mozambique et le cas du Timor oriental – que nous avons été heureux d'examiner il y a à peine deux jours, dans cette salle – illustrent le fait que la contribution des Nations Unies au rétablissement de la paix, voire à la construction d'un nouvel État, peut être extrêmement positive. Mais dans le même temps, nous avons toujours en mémoire les débâcles survenus dans l'ex-Yougoslavie, en Somalie et au Rwanda.

Il existe également des situations dont la complexité persiste. Si nous pouvons aujourd'hui prendre acte de la stabilisation, de la création d'institutions et de la mise sur pied d'un véritable processus politique au Kosovo, nous devons également reconnaître les difficultés qu'il y a à maîtriser la violence et le harcèlement ethnique ainsi que les obstacles qui entravent le dialogue national. En d'autres termes, la difficulté et la complexité de la tâche ne facilitent pas un processus d'amélioration constante, mais plutôt un processus d'apprentissage permanent et inévitable dans lequel chaque situation est particulière et spécifique.

Au fil des années, nous avons noté que certaines situations semblent favoriser l'émergence de problèmes graves. Lorsque des mesures sont prises dans un contexte de cessez-le-feu instable et précaire; lorsque le Conseil de sécurité adopte des mandats vagues ou crée des missions ne disposant pas de ressources suffisantes; lorsque le Conseil n'assure pas le suivi de ses propres mandats – bref, lorsque la nécessaire volonté politique d'agir au plan multilatéral en utilisant les mécanismes et les attributions prévus par la Charte fait défaut, des problèmes difficiles à surmonter apparaissent.

Par ailleurs, grâce à la participation des populations concernées et à leur adhésion rapide au principe d'autodétermination, à l'existence d'une coopération et d'un dialogue avec les institutions et organes régionaux – qui, comme nous l'avons vu hier dans le cas de l'Afrique, sont capables de lancer des initiatives visant à renforcer et à soutenir le processus au niveau local – et grâce surtout à la détermination des membres du Conseil de sécurité d'agir de concert, sur la base d'accords concrets et responsables dictés par la conviction que l'action multilatérale est indispensable, peut-être ne peut-on dans ce cas garantir nécessairement l'absence de problèmes, mais du moins peut-on assurer une base stable pour la paix.

Indépendamment des problèmes considérables que connaît l'Afghanistan, il existe aujourd'hui dans ce pays une base de pouvoir légitime, permettant de construire une nation différente de ce qu'elle a été dans le passé. Pour la consolider, il faudra toutefois que les Nations Unies fassent preuve de cette détermination et de cette volonté politique dont je viens de parler.

Par ailleurs, l'Organisation des Nations Unies a apporté une contribution décisive en El Salvador, au Honduras et au Nicaragua, au début des années 90, lorsqu'elle a aidé à mettre fin à la guerre qui détruisait ces sociétés. La nomination d'un représentant permanent du Secrétaire général, la création de missions d'observateurs militaires, la mise en place de commissions de droits de l'homme puis le processus électoral lui-même ont permis aux Nations Unies d'organiser le dialogue entre les diverses factions, de mettre fin à la violence et surtout, de trouver pour ce processus – le dernier conflit de la guerre froide – une solution légitime engageant toute la région, tout en préservant dans le même temps les intérêts en jeu et en lançant le processus démocratique dans ces pays.

Il nous semble que ces expériences seront très utiles au Conseil dans son examen des questions graves qu'il devra régler au cours des prochaines semaines et que le Secrétaire général a évoquées, à juste titre, au début de la séance.

Pour que nous puissions avancer en Iraq, il semble nécessaire de recueillir et d'examiner les expériences passées. Elles pourront contribuer à ce que l'ONU joue un rôle vital dans la reconstruction de ce pays – ce que tous les membres du Conseil ont déclaré souhaiter.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en tant que représentant du Mexique.

L'Organisation des Nations Unies constitue le modèle sur lequel sont façonnés, la source dont émanent et l'instance où sont établis les principaux accords et arrangements qui gouvernent les relations internationales contemporaines. C'est de l'ONU que découlent les principes, les normes, les engagements et les tâches qui réglementent la coexistence entre les nations. Toutefois, nous devons reconnaître que la vision de l'ONU reste dans une large mesure un idéal à atteindre, mais un idéal vivant dont la réalisation dépend des dirigeants politiques, intellectuels et sociaux du monde entier.

Dans ses fondements, l'ONU repose sur une immense force collective exprimée à de nombreuses reprises dans les aspirations à la paix de l'humanité. À chaque crise, l'ONU renaît. Ses buts et principes s'affirment et se renouvellent. Nous avons à maintes reprises traité dans cette salle des limitations de l'ONU, du non-respect persistant d'un bon nombre de ses résolutions et de la nécessité impérieuse de la réformer.

Toutefois, elle demeure à ce jour la meilleure création de la communauté des nations, la seule option lorsque nous aspirons à proscrire la guerre et à éliminer le recours à la force dans les relations internationales. Jusqu'ici, nous n'avons pas toujours trouvé le moyen d'éviter les conflits. L'expérience nous montre que tant que subsisteront les causes originales qui engendrent les conflits, il est probable que ceux-ci resurgiront tôt ou tard d'une manière ou d'une autre. C'est pourquoi la façon dont on pourra renforcer le rôle de l'ONU dans les activités de reconstruction doit figurer au centre du débat immédiat et futur des organes qui la composent.

Nous devons beaucoup à l'ONU pour avoir préservé et amélioré la qualité de nos vies. C'est à elle que nous devons dans une large mesure ce qui a été tant soit peu obtenu pour ce qui est de l'interdiction des armes de destruction massive, du contrôle de la dégradation environnementale, de la lutte contre les maladies endémiques, de l'égalité des femmes et de la protection des enfants dans les situations de conflit.

L'ONU a des dimensions et des facettes multiples. Ce qui montre le mieux les dimensions multiples de l'ONU est sa diversité et ses capacités. Ces capacités ont trouvé leur expression dans le rôle récemment joué par l'ONU dans la reconstruction des communautés et des nations dévastées par la guerre.

La paix reste un objectif insaisissable. Néanmoins, les expériences diverses, voire contradictoires acquises par l'ONU dans les situations d'après conflit nous montrent la voie vers une paix durable. À chaque fois qu'éclate un conflit, nous retrouvons dans la violence, la haine et le mécontentement les germes d'un autre conflit et d'une autre guerre. Il y a des régions, comme le Moyen-Orient, où cet engrenage paraît sans fin.

C'est la raison pour laquelle les missions des Nations Unies chargées de la consolidation de la paix après les conflits doivent être le meilleur instrument pour briser ce cercle vicieux. Au Timor oriental, au Kosovo, en Sierra Leone et en Afghanistan, les circonstances propres à chaque conflit diffèrent, mais les objectifs de l'ONU restent les mêmes : reconstruire les communautés en les aidant à trouver elles-mêmes les règlements et les normes viables pour leur coexistence politique, les appuyer dans la création de leurs institutions en leur donnant les moyens de faire face aux situations humanitaires les plus graves et en protégeant les droits de l'homme.

Chaque situation présente des défis particuliers. Au Kosovo, le succès doit se mesurer par la réalisation de sa multiethnicité, non pas par une coexistence forcée, mais par l'expression de sa pluralité et de sa richesse mutuelle. En Afghanistan, le succès sera mesuré notamment par le degré auquel les femmes seront pleinement intégrées à la vie sociale, politique et économique du pays. En Sierra Leone, l'une des tâches centrales dont dépend l'avenir du pays sera d'obtenir le désarmement, la démobilisation et la pleine et juste réinsertion des ex-combattants et des mercenaires, dont beaucoup sont des enfants, ainsi que l'interdiction

effective des armes légères, comme autant de mesures pour parvenir à une prospérité partagée dans ce pays.

Au Timor oriental, les efforts de l'ONU ont porté sur la création d'une entité nationale qui exprime les aspirations d'un peuple qui doit laisser derrière lui la violence et la ségrégation. Dans chacun de ces cas, l'ONU a compris que la clef du succès réside dans l'adoption d'une approche intégrée et dans sa capacité de concertation et de collaboration avec toutes ses instances et avec tous les pays concernés en faveur de la reconstruction.

De la même façon, l'ONU a dû se familiariser avec les travaux des organismes de la société civile et des organisations non gouvernementales et en tirer parti. Le devoir du Conseil de sécurité est d'organiser ces tâches en fonction de mandats clairs, reposant sur des ressources permettant de les exécuter pleinement.

À cette fin, les lignes de communication entre le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale devront être plus fluides. Ma délégation se félicite de la participation des Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social à la présente réunion, qui souligne la cohésion qui doit exister dans toute notre organisation.

Le Secrétaire général Kofi Annan a insisté sur l'importance de cette cohésion. Dans le cas de l'Iraq, les divisions au sein du Conseil de sécurité sont profondes et fondamentales. Elles concernent la manière de comprendre et d'appliquer les principes et les normes qui régissent l'autorisation du recours à la force, conformément à la Charte de San Francisco.

Compte tenu de ce qui s'est passé, ces différends ne seront pas réglés par un débat ou par une déclaration. Toutefois, nous sommes obligés de les surmonter dans l'intérêt et pour la survie de notre Organisation. Nous ne pouvons pas ignorer ni sous-estimer les éléments qui nous ont divisés. Nous devons néanmoins les surmonter. Cela ne sera possible qu'en travaillant sur la base d'une vision commune quant au rôle de l'ONU dans la reconstruction de l'Iraq.

Cette cohésion devra à son tour épouser les contours délimités par le Secrétaire général ce matin. En fait, l'axe de la reconstruction doit reposer sur le droit inaliénable des Iraquiens de décider eux-mêmes de leur avenir, en définissant eux-mêmes les nouvelles règles politiques et institutionnelles avec lesquelles elles chercheront à réaliser leurs aspirations nationales.

L'ONU est une organisation fondée sur des principes. Sans eux, ni son existence ni sa mission ne s'expliqueraient. En ce sens, le destin des Iraquiens doit être entre leurs mains. Le peuple iraquien doit recouvrer le plein exercice de sa souveraineté avec l'appui de l'ONU.

De même, l'ONU doit aider à sauvegarder l'intégrité territoriale et surtout à garantir que les ressources naturelles des Iraquiens seront à eux et pour eux.

L'Organisation des Nations Unies a également pour tâche, en Iraq, de promouvoir les droits de l'homme, les droits politiques, civils et sociaux du peuple iraquien en encourageant le développement et la protection de l'environnement. De même, l'Organisation doit contribuer à maintenir et à sauvegarder l'identité culturelle et religieuse de ce pays ainsi qu'à préserver son héritage culturel et archéologique.

Aussi imparfait que soit l'ordre juridique international, nous disposons d'instruments normatifs auxquels tous les États concernés doivent se soumettre. Il est, en ce moment, tout particulièrement important de respecter les conventions relatives à la protection humaine, et notamment la quatrième Convention de Genève. Aux termes de cette Convention, répondre aux besoins immédiats des Iraquiens est obligatoire. Au-delà de cette obligation qui incombe aux puissances occupantes, l'Organisation des Nations Unies doit organiser et coordonner l'aide humanitaire internationale en Iraq. Si nous sommes d'accord sur les principes, nous devons également l'être sur les tâches à réaliser et sur les responsabilités à partager.

Le Mexique est convaincu que l'ONU constitue aujourd'hui l'instrument le plus approprié pour trouver des solutions multilatérales afin de relever les défis posés par la consolidation de la paix et pour soutenir la coopération internationale dans le règlement des problèmes internationaux qui sont d'ordre économique, social, culturel et humanitaire. L'Organisation ne saurait renoncer à aucun de ces objectifs sans perdre sa raison d'être. La reconstruction après les conflits est liée à tous ces objectifs. Des décisions et des consensus auxquels nous parvenons maintenant dépendront dans une large mesure la pertinence et l'avenir de l'Organisation.

Je voudrais remercier les membres du Conseil pour l'appui qu'ils ont apporté à la délégation

mexicaine dans l'exécution de ses fonctions, en vue de parvenir à des compromis et de donner une impulsion aux initiatives dont le Conseil a débattu tout au long du mois. Je voudrais également remercier le Secrétaire général ainsi que toute l'équipe du Secrétariat du formidable appui fourni au Conseil. Je remercie tout particulièrement les interprètes, qui, très souvent, doivent parler encore plus vite que nous.

Je souhaite plein succès à la délégation pakistanaise qui assumera la présidence du Conseil de sécurité à partir de demain.

Il n'y a plus d'orateur inscrit sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 13 h 55.